

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 22 OCTOBRE 1977 - N° 539

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

## CGT et CFDT des ANPE Beullac ment, le chômage augmente !

Jeudi matin, les syndicats CGT et CFDT de l'ANPE tenaient une conférence de presse. Ils ont dénoncé les dernières mesures du conseil des ministres contre les chômeurs. Désormais, tout retard au pointage, non justifié dans les 48 heures, entraînera la radiation pure et simple du chômeur, il faudra pointer avec sa carte d'identité... Le nombre d'enquêteurs va être doublé. Tous les moyens sont bons pour dégonfler les chiffres, et priver les travailleurs sans emploi des quelques droits qui leur restent.

Les syndicalistes ont démonté une nouvelle méthode mise au point par la direction de l'agence, pour décourager le maximum de chômeurs de s'inscrire. Cyniquement, cette méthode a été baptisée «ligne emploi». Cela consiste à repousser d'un minimum de 15 jours l'inscription effective des chômeurs, en mettant prétendument l'accent, pendant cette période, sur la recherche d'un emploi. Les papiers ne seront remplis que plus tard, c'est-à-dire, pour une proportion importante de chômeurs, jamais. Il est connu que beaucoup ne voient plus l'intérêt de remplir des paperasses qui ne leur apportent rien, surtout parmi ceux qui n'ont droit à aucune indemnité.

D'une façon systématique, les syndicalistes ont mis à nu tous les moyens que se donnent actuellement les différents ministres du chômage pour camoufler l'augmentation bien réelle du nombre de travailleurs privés d'emploi. Ils ont ainsi fait le point de la grande campagne des «300 000 emplois pour les jeunes d'ici la fin de l'année : des résultats dérisoires, des stages dangereux pour l'emploi, des avantages scandaleux pour les patrons, qui touchent des millions, sans créer le moindre emploi.

Dans de nombreuses agences, les employés en ont assez du rôle qu'on veut leur faire jouer, et résistent aux directives répressives qu'on veut leur faire appliquer. (LIRE PAGE 4)

## Barre à Bonn

# LA POLICE FRANÇAISE SE MET A L'ECOLE DE SCHMIDT



«Supprimer toute distance entre chaque citoyen et l'État allemand». A une descente de bus, à Fribourg, la police distribue des imprimés contenant la description de seize suspects.

«Ce qui a été fait par le chancelier et le gouvernement allemands montre très clairement que la fermeté est la seule garantie de la démocratie, c'est-à-dire du respect des libertés et puisqu'il en est ainsi maintenant, du respect de la vie du citoyen»

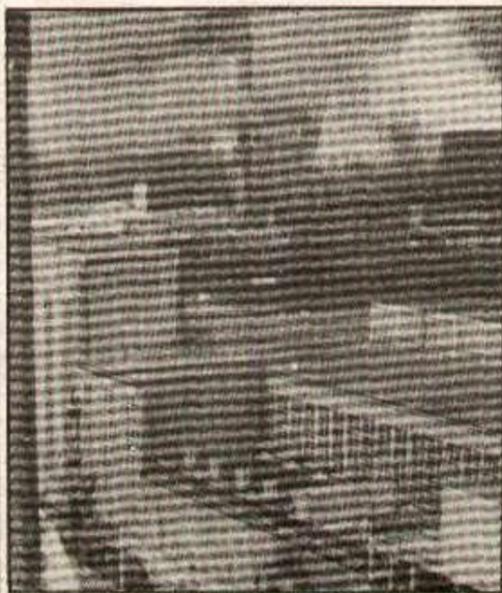
Cette déclaration de Barre lors d'une conférence de presse tenue en commun avec Schmidt, donne le ton de ce voyage.

Initialement prévu afin de renforcer la coopération économique. En fait, c'est surtout de coopération policière dont il a été question la première journée.

Celle-ci se porte bien au point que pour la première fois depuis 1943 en France, des affiches ont fait leur apparition sur les murs de Mulhouse, reproduisant le portrait de «suspects».

(VOIR PAGE 6)

## Usinor intoxique



## La population de Dunkerque proteste

(LIRE PAGE 8)

## PS : revirement électoraliste sur le nucléaire

Le bureau exécutif du PS s'est prononcé pour une suspension de toute nouvelle commande de centrale nucléaire pendant dix-huit mois à deux ans. Ce répit, le PS veut le mettre à profit pour constituer un consensus en faveur du développement de l'électro-nucléaire. En attendant, il espère grappiller des voix d'électeurs écologistes.

(LIRE PAGE 5)

## CET : des fabriques d'O.S et de manœuvres

Le nombre de rejetés du système scolaire s'accroît. Récupérer cette masse pour fournir au patronat des jeunes malléables et exploitables c'est le but des filières spéciales qui se multiplient. Une fabrique à grande échelle d'OS et de manœuvres.

(LIRE PAGE 2)

### ● Les vieux démons.

Dans le quasi-officiel *France-Soir* à l'abri du portrait à la Une de l'ex-nazi Schleyer, qualifié admirativement de «grand, massif, débordant d'énergie», Monsieur Jean Dutourd, les lunettes baissées, enivré par les «exploits» des commandos allemands, s'est mis à délirer tout haut.

«Les Israéliens ont réussi la magnifique opération d'Entebbe. Les Allemands viennent de réussir celle de Mogadiscio... Depuis cinq mois et demi, six Français sont prisonniers d'une espèce de tribu... Je me demande ce qu'on attend pour envoyer une compagnie de parachutistes les récupérer... La France se doit de lancer un petit raid anti-Polisario. Cela fera crier M. Boumediène. Je n'ose pas croire qu'il nous effraye.» Et de titrer : «A notre tour».

Dans son délire, Monsieur Dutourd oublierait-il que l'impérialisme français a été vaincu par la guerre du peuple algérien, que les combattants sahraouis mettent en échec les troupes marocaines et mauritaniennes ? Oublierait-il que le peuple de notre pays s'opposerait résolument à de telles aventures ?

Mais qu'est-ce qui fait délirer Monsieur Dutourd au point de se croire revenu aux temps de l'impérialisme colonial ?

C'est l'exemple de Schmidt. Cette flambée de délire nationaliste qui s'alimente des modèles étrangers les plus réactionnaires, voilà qui nous rappelle des souvenirs bien précis. C'était il y a plus de quarante ans, avant la Libération.

## Maître Oberwinder du barreau de Francfort au Quotidien du Peuple

- 3 balles et non 1 ont été tirées dans la cellule de Baader
- Il y a encore 90 prisonniers politiques
- La police s'est déchaînée à Wiesbaden et à Heidelberg»

Lire en page 12 l'interview de Maître Michaël Oberwinder

## Les filières spéciales

UNE FABRIQUE  
D'O.S ET DE MANOEUVRES

Reportage de Claude ANCHER

● Avec le développement de l'automatisation et le travail à la chaîne parcellarisé, la proportion des ouvriers professionnels (O.P.) décroît. Ainsi les OP faisaient en 1975, 25% des effectifs totaux de l'industrie mécanique. Le pourcentage général tourne autour de 20 à 30%. Le système éducatif se doit donc, eut égard à cette évolution des techniques, de fournir une masse d'o.s. et de manoeuvres. Si les sigles valent (classes de transition pratiques, allégées, CPPN, PP,...) une réalité reste : Le nombre de rejetés du système scolaire s'accroît. Récupérer cette masse, dans des formations courtes tournées vers la vie active et fournir au patronat des jeunes malléables, mobiles et exploitables, tel est le but de ce type de filières. Voilà ce qui existe déjà dans notre système scolaire : l'une depuis 1966 (les SES) et l'autre depuis 72 (les CFA).

La réforme Haby prétend déterminer dès la maternelle, à l'aide de tests pour l'essentiel, les enfants surdoués, normaux ou retardés. C'est là la théorie réactionnaire du clon qui vise à donner une couverture scientifique à la sélection sociale pratiquée à l'école sous couvert d'une sélection des intelligences. Au bout d'un tel raisonnement se trouve légitimé le fait que dans notre société, certains commandent et d'autres travaillent. Il ne s'agirait pas d'une sélection de classe mais de la «sélection naturelle» qui s'opère entre ceux qui sont faits pour l'analyse et le raisonnement abstrait (les «conceptuels») et ceux qui sont tournés vers les formes pratiques de l'intelligence (les «manuels»).

«DÉGOÛTES  
PAR L'ÉCOLE»

Confinés en 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> de SES dans le rabâchage des notions élémentaires qu'ils auraient dû apprendre en primaire, n'effectuant aucun travail pratique sérieux si ce n'est du bricolage, ces élèves passent pour être «difficiles». Les enseignants qui héritent de ces classes sont rarement titulaires du C.A.E.I. (Certificat d'aptitude à l'enseignement des inadaptés). Ainsi deux instituteurs sur huit le possèdent à la SES Rabelais de Vitry. Les autres sont des suppléants ou des instituteurs à qui on «colle» ces classes pour s'en débarrasser. Ajoutons à cela que le salaire des instituteurs de SES est moindre (ils n'ont pas l'indemnité logement) et qu'ils travaillent dans des conditions matérielles précaires. Beaucoup, comme le disent les rapports officiels, sont donc «peu motivés» et ressentent durement les contradictions de la vie scolaire (Allez expliquer par exemple, à l'âge de la télévision, les mouvements de la marée avec une craie au tableau noir...). Tout à fait typique de ce contexte est par exemple l'absence de professeur de sport. L'instituteur en fait s'il veut.

Ces «dégoûtés de l'école» sont de plus en plus nombreux. En 73, il y avait une SES pour 6 CES. Il y en a aujourd'hui une par CES où elles représentent une proportion non négligeable des élèves : 160 sur 1100 élèves au CES Rabelais Vitry, 126 sur 470 élèves au CES Jean-Jaurès à Vitry par exemple

LE STAGE EN  
ENTREPRISE :  
REMEDÉ MIRACLE ET  
EXPLOITATION  
HONTEUSE

Pour adapter ces inadaptés le remède proposé est celui de l'accoutumance précoce à la vie active. En 4<sup>e</sup> de SES les meilleurs font un stage de 15 jours. En fait, le stage a lieu en 3<sup>e</sup>, la dernière année. Au CES Jean Jaurès à Vitry, les élèves partent chez des artisans (boulangers, maroquiniers), à la mairie (maçonnerie, parcs et jardins) et dans un grand magasin (Mamouth) où ils sont «gondoliers» (c'est-à-dire à l'approvisionnement des rayons). Au CES Rabelais à Vitry, ils partent également dans les PME ou en hôtellerie (Novotel à Bagnolet). Les patrons disposent ainsi d'une main d'œuvre gratuite pendant un mois à qui ils font faire les



horaires normaux ; prétexte invoqué : prendre «l'ambiance» de l'entreprise. Ainsi, le magasin Mamouth ne leur donne strictement rien. Novotel non plus mais fournit en échange au CES du matériel de cuisine et paie le repas de Noël des enseignants. Quant au maroquinier, il donne à l'élève un sac et 300 francs. C'est le plus généreux...

Cette exploitation est d'ailleurs tout à fait ressentie par les jeunes de SES. Dans une enquête faite en 74 à la SES Rabelais-Vitry, à la question : «A la fin du stage allez-vous aussi vite que les ouvriers», 73,5% des élèves répondent «aussi vite» ou «presque aussi vite», tandis que 72% des patrons répondent l'inver-

se. A la question : «Pensez-vous que l'horaire du stagiaire doit être le même que l'ouvrier?», 76% des patrons répondent : «Oui pour 40 heures». D'autre part, 58% des employeurs trouvent ce stage trop court (contre 31% des élèves).

L'intérêt des patrons pour ce genre de stage est évident : dans ce mois de travail gratuit, ils dégrossissent les apprentis dont ils auront besoin.

DES CET  
AU CENTRE  
DE FORMATION  
DES APPRENTIS (CFA)

Le Courrier du Val de Marne (proche du RPR) écrivait le 26 janvier 77 sur le CFA Rabelais à Vitry : «Les classes de CPA doivent procurer à ceux

qu'ils fréquentent les armes nécessaires pour affronter la vie active dès l'âge de 16 ans ou leur donner goût de parfaire leur formation par un contrat d'apprentissage chez un patron en vue de la préparation d'un CAP. Le CAP est l'aboutissement de deux années d'alternance de stages pratiques chez un employeur et de cours théoriques patronnés par la Chambre des Métiers... Cela stimule directement ces jeunes davantage doués d'une intelligence technique que d'une perméabilité symbolique qui peuvent chaque jour vérifier l'application pratique de ce qu'ils apprennent».

Tout y est dans ce cours extrait, y compris, cette fameuse théorie du «don» ! Le rythme des

stages est soutenu : 15 jours en CFA, 15 jours chez le patron. L'apprenti a d'ailleurs signé avec celui-ci un contrat d'apprentissage qui stipule en outre les rémunérations : 15% du SMIC le 1<sup>er</sup> semestre, 25% le deuxième, 35% le troisième, 45% dans le quatrième, voilà un jeune qui, à 18 ans, va gagner 1000 francs bruts dans le meilleur des cas.

Cette dépendance de l'apprenti se retrouve au niveau de l'enseignant par le biais du budget. Ainsi, dans l'exemple cité, si le CES Rabelais a un conseil d'administration, le CFA n'en a pas. Le chef d'établissement est tout puissant. Un système complexe de «bons procédés» assure la fourniture par le patronat du matériel nécessaire. Ainsi le syndicat patronal de la Boulangerie-Pâtisserie a équipé entièrement la section boulangerie du CFA Rabelais. C'est une manière de détourner la taxe d'apprentissage qui allait autrefois aux CET (évaluation de ce détournement : 1 milliard en 75 pour le Val de Marne).

Il est donc facile de comprendre que le patronat se crée là, à l'abri pense-t-il de la contestation lycéenne qui gagna les CET à partir de 70, un domaine réservé lui fournissant une main d'œuvre mobile, docile et adaptée. Dans un enseignement professionnel parfois inadapté, dangereux de surcroît par la réflexion critique qui anime nombre de collégiens et d'enseignants, se constitue là un potentiel de révolte important.

Le coefficient intellectuel des élèves  
de CET vers les centres de formation  
d'apprentis (C.F.A.)

En 75-76, 654 enfants ont été refusés dans les CET du Val de Marne. D'ores et déjà un nombre croissant d'élèves, qui bien souvent allaient dans les CET, sont détournés vers cette formation plus courte.

— ainsi il y a 340 élèves en CPA/CFA «annexe» au CES Rabelais à Vitry (650 élèves en CES).

— ainsi au 1<sup>er</sup> avril 74 sur les 133 930 apprentis et élèves, du bâtiment et des travaux publics 14 060 fréquentaient les classes préparatoires à l'apprentissage (CPA) et 23 360 les CFA soit pour les deux ensemble : 37 420 (25 % des effectifs). Dans cette même branche, 63 300 élèves fréquentaient les établissements à temps complet de l'État (50 % des effectifs).

Ces derniers chiffres sont remarquables quand on se rapporte à l'année de création des CFA : juillet 71. La période 71/72 vit le démarrage de cette formation qui prit son plein essor à la rentrée 72. Voilà donc une filière qui en deux ans gagne 25% des effectifs d'une branche professionnelle comme le bâtiment ! Progression stupéfiante ! D'ailleurs pour cette forma-

tion les crédits n'ont pas manqué. Rien qu'en 75/76 Haby a ouvert 5000 postes en CFA.

Le coefficient intellectuel (QI)  
ou l'a codification du retard

Haby n'a rien inventé. Il y a beau temps que les SES recrutent en se basant sur le coefficient intellectuel (le QI). Le QI est le rapport entre l'âge mental et l'âge réel (QI = AM/AR). L'âge mental est déterminé par une batterie de tests et donne une réponse chiffrée. L'enfant est jugé «normal» si AM = AR (QI = 100) et «retardé» si AM est inférieur à AR (QI = 85). A partir de ce chiffre l'enfant est catalogué débile léger et pour la SES.

L'enfant qui pose un ennui passager (souvent familial), rate son test ce jour-là devient un débile léger. Les étrangers qui connaissent mal la langue sont automatiquement catalogués débilés (il y a un grand pourcentage d'étrangers en SES) et surtout au lieu de soutenir l'enfant, de l'aider à combler une difficulté passagère, on le met à part. Ainsi dans son ghetto il ne rejoindra plus le cycle normal. Le QI c'est la codification du retard.

## Blaupunkt et Caron Ozanne (Caen) :

### 14 travailleurs en correctionnelle pour «faits de grève»

Au mois de juin 1975, on s'en souvient, les travailleurs de l'entreprise Blaupunkt, à Caen, arrachaient, au terme d'une longue lutte, le 13<sup>e</sup> mois. Voulant leur faire payer cette victoire, la direction de l'usine licenciat un de leurs camarades, délégué CFDT.

Puis peu après, c'étaient les perquisitions dans le cadre de l'affaire des «Comités de soldat», qui visaient en fait, la section

syndicale CFDT. La répression continuelle n'a jamais pu en fait mettre à bas cette section à la pointe du combat revendicatif. Alors la bourgeoisie frappe à nouveau : quatre travailleurs devront se présenter devant le tribunal le 27 octobre pour «séquestration avec violence» lors de la même grève de 75 ! La direction n'a pu admettre en effet la décision du tribunal, contraint de tenir compte de la forte mobi-

lisation des travailleurs, en avril de cette année : le tribunal avait alors acquitté 53 travailleurs de l'usine que la direction avait traînés devant les tribunaux pour cette grève d'avril.

Parallèlement à Blaupunkt, quatre ouvriers de Caron-Ozanne passent eux aussi en correctionnelle le 24 novembre prochain. Ils sont accusés de «vol et abus de confiance», au cours de la lutte qu'ils

avaient menés de juin 75 à mai 76 contre la fermeture. On sait qu'ils remettaient alors les machines de l'entreprise en marche, au service de leur lutte et de celles d'autres travailleurs. C'est cette voie offensive prise à l'époque que le pouvoir veut sanctionner. Ce vendredi, à 20 h 30, (Hall Sorel à Caen), la CFDT organise un meeting de soutien aux travailleurs inculpés. Ne tolérons aucune condamnation !

Production d'une nouvelle voiture chez Chrysler-France

### Chômage partiel de 10 jours pour 1 400 ouvriers



La direction de Simca Chrysler vient de prendre la décision d'arrêter trois des quatre chaînes de fabrication de son usine de Poissy, dans la région parisienne, et ce du 19 au 30 décembre. Cette décision a été prise «en raison de l'adaptation des méthodes et des moyens de fabrication en vue de la production d'un nouveau modèle». En clair, la direction de l'usine de Poissy va modifier complètement trois chaînes en vue de la fabrication d'une nouvelle voiture, l'Horizon destinée à remplacer certaines versions de la Simca 1000. L'arrêt de la fabrication va entraîner pour 14 000 travailleurs (principalement de Poissy mais aussi d'autres usines en France) dix jours

de chômage partiel. Sur ce total, seuls cinq jours seront payés... à 60 %, les cinq autres le seront aussi mais... ils devront être rattrapés à compter d'avril 78.

Si ces mesures de chômage partiel qui vont venir grever lourdement le budget des ouvriers (perte de 300 F minimum), ne sont pas la conséquence d'une restructuration proprement dite il n'en reste pas moins que d'autres informations laissent prévoir des licenciements dans la période à venir : Chrysler, en effet, projette de transférer en Espagne une partie de la fabrication de la «1307-1308», construite à environ 60 000 unités par an, ainsi que celle des Chrysler 160 et 180.

## Nanterre

### LES TRAVAILLEURS DE PELLET IGLA ET MOTTAZ AU COUDE À COUDE

Alors que les travailleurs de Pellet sont en grève depuis 15 jours avec occupation et ceux d'Igla depuis le 10 octobre (voir QdP), les ouvriers de l'entreprise Mottaz Métallurgie viennent à leur tour de cesser le travail.

Les travailleurs de Mottaz réclament l'amélioration de leurs conditions de travail, la revalorisation des salaires, et de la qualification, le 13<sup>e</sup> mois et les bleus fournis après le mois d'essai. D'une usine à l'autre, les revendications sont très proches. Et dans ces trois entreprises de Nanterre, les travailleurs n'ont pas l'intention de faiblir, au contraire ! Chez Mottaz, la grève qui a démarré minoritaire, s'étend, mais les travailleurs apprennent hier qu'une partie de la production se faisait dans une autre usine (ACI). Immédiatement, ils se sont adressés aux ouvriers de cette usine ; ceux-ci se sont déclarés solidaires de leur lutte, et ont déjoué les manœuvres patronales. Le 20 octobre, c'est dans une

petite usine de Gennevilliers que le patron tentait alors de faire faire la production. Chez Pellet, le patron est venu négocier... en ne proposant rien du tout. En outre, trois grévistes viennent de recevoir des lettres de licenciement. Peut-être le patron croyait-il entamer le moral des grévistes ? Peine perdue, la colère des travailleurs est encore plus grande. De nombreuses collectes sont organisées sur les portes des marchés et des usines de Nanterre (Solex, Peugeot, etc.).

Face à l'intransigeance des patrons, les travailleurs de Pellet, Igla et Mottaz sont en train d'unir leur lutte pour leur donner plus d'efficacité. Un tract commun vient d'être édité et les collectes réalisées ensemble, sont parties entre chaque usine. Il est bien possible que dans les jours à venir à Nanterre, les patrons aient des surprises s'ils persistent dans leur intransigeance.

Corr. Nanterre

### Chantier nucléaire de Paluel : 350 ouvriers en grève totale

Les 350 ouvriers, pour la plupart immigrés, de l'entreprise de génie civil Sainrapt et Brice, travaillant sur le chantier de Paluel (construction d'une centrale nucléaire) sont en grève totale depuis le 12 octobre. Le 11 octobre, ils touchaient leur paye avec 3 jours de retard. Ils réclament 10 % d'augmentation, l'ouvrier le plus payé (O.H.Q.) touche 2 200 F ! La plupart touchent moins de 2 000 F. Les travailleurs réclament en outre une augmentation de leur prime de déplacement (70 kilomètres pour certains). Pour mener leur lutte avec plus d'efficacité, ils viennent de créer une section CGT et 300 travailleurs sont d'ores et déjà syndiqués. Les travailleurs réunis en assemblée générale ont décidé, après des propositions dérisoires de la direction, de continuer leur mouvement.

Dans l'A.P. 13 cette semaine

### Établissements Rousselot : toujours en grève

Depuis le mercredi 5 octobre, les travailleurs de l'entreprise Rousselot à l'Estaque sont en grève pour exiger que la direction accorde la classification et des augmentations de salaires à six employés.

Cette entreprise utilise dans sa fabrication des déchets de viande et les cadavres d'animaux. Ne pouvant les stocker à l'usine de l'Estaque, elle les dirige vers d'autres entreprises de la région.

Cette mesure permet à la direction de faire traîner le conflit en essayant de jouer sur le mécontentement de la population autour de l'usine, incommodée par les mauvaises odeurs.

### Communiqué de la section CFDT des chantiers navals de la CIOTAT.

#### Un pas de plus dans la répression

Un délégué syndical CFDT a eu 8 jours de mise à pied par la direction, suite à une entrevue entre ce délégué et le chef d'atelier de la menuiserie, au cours de laquelle se discutait une demande d'essai professionnel.

Le chef d'atelier refuse cette demande en invoquant qu'il y avait une liste d'attente de nombreux candidats pour postuler à cette classification mais ne voulait pas communiquer cette liste au délégué.

L'attitude provocatrice des responsables hiérarchiques de cet atelier a suscité une réaction verbale du délégué qui n'a pas été appréciée par la direction. La direction a sanctionné le délégué qui mettait en évidence certains faits illégaux pratiqués quotidiennement sur le dos des travailleurs.

Après le «contrôle médical»... les licenciements pour «production insuffisante»... la remise en cause des avantages acquis... le vol sur nos salaires au travers du boni, dénoncés et combattus par la CFDT avec succès dans l'action et le plan juridique, maintenant la direction va plus loin en entravant le droit syndical, en sanctionnant par une mise à pied illégale notre camarade.

### PTT : action pour la réintégration des auxiliaires de retour du service militaire

Nous avons déjà évoqué le cas de ces auxiliaires PTT qui, à leur retour d'armée ne retrouvent pas leur emploi : l'administration contraint les auxiliaires à démissionner lorsqu'ils sont appelés, et s'appuie ensuite sur une circulaire interdisant l'embauche, pour ne pas les reprendre et les envoyer au chômage... une fois là, ils sont contactés en priorité pour devenir vacataires, cette nouvelle sous-catégorie de la Fonction publique, qui ne travaille que 120 heures par mois pour 1 300 francs...

Les sections et syndicats du Centre de tri mènent depuis quelques semaines une bataille unitaire pour obtenir d'une part la suppression de l'obligation de démissionner pour les auxiliaires qui partent à l'armée, et d'autre part la réintégration dans l'emploi et la résidence pour tous les agents PTT (titulaires comme auxiliaires) qui rentrent.

Une trentaine de postiers et postières du centre de tri se sont rendus à la direction régionale pour appuyer le dépôt d'une motion reprenant les revendications citées plus haut.

Seules la CGT et la CFDT avaient mobilisé, avec l'absence «solidaire» des autres syndicats... des tracts furent distribués à la population et des affiches collées alentour, tandis qu'une délégation de 6 personnes était reçue... par un adjoint, le directeur régional «n'étant pas là» ; détail : celui-ci, on le sut après, venait de s'éclipser par une autre sortie !... L'adjoint «s'engageait à transmettre le dossier à Paris»...

Motion déposée, l'on en était à plier les banderoles lorsqu'arrivèrent ces messieurs des Renseignements généraux, venant glaner ça et là quelques brides de conversation et tracts accrochés aux essuie-glaces des voitures environnantes, pour «faire un rapport objectif sur ce problème social»...

# CHAQUE SEMAINE DE NOUVELLES MESURES CONTRE LES CHÔMEURS

CONFÉRENCES DE PRESSE CGT - CFDT DE L'ANPE

● Jeudi matin, les syndicats CGT et CFDT des personnels de l'Agence nationale pour l'Emploi donnaient une conférence de presse. Au lendemain des nouvelles mesures prises par le Conseil des ministres pour radier le maximum de chômeurs, ils dénonçaient la mystification de la campagne des 300 000 emplois pour les jeunes, faisant un sort aux déclarations triomphantes du CNPF, chiffres et

exemples précis à l'appui. Ils dénonçaient la transformation de plus en plus évidente de l'ANPE en simple appendice du CNPF, la campagne contre les « faux » chômeurs, la mise au point d'une tactique visant à décourager encore plus de chômeurs de s'inscrire à l'Agence. Dans le même temps, ils montraient la résistance d'une partie de plus en plus importante du personnel au rôle qui

existe devant les conditions de travail qu'on leur impose. Ainsi à Paris, dans pratiquement toutes les agences, les employés avaient débranché les téléx, à la fois à cause du vacarme épouvantable qu'ils font, et du rôle que jouent ces téléx au service des patrons.

Une nouvelle méthode  
pour ne pas inscrire  
les chômeurs

## La « ligne emploi »

Dans une vingtaine d'Agences choisies dans le pays, la direction fait une nouvelle expérience pour décourager les chômeurs

de s'inscrire. Paradoxe, cette opération s'appelle « Ligne Emploi ». Elle a déjà fait ses preuves. Cela consiste à reculer l'inscription effective des chômeurs de quinze jours, en leur posant la question : « Est-ce que vous voulez que votre dossier soit suivi par l'agence ? ». Beaucoup disent non, car ils n'en voient pas l'intérêt. Ils ne seront donc jamais inscrits. Ceux qui disent oui sont reconvoqués quinze jours après. On finit par gagner 3 bonnes semaines, et bien souvent, ceux qui n'ont aucun droit à sauvegarder, ne reviennent pas. La raison invoquée est la suivante : il faut axer l'effort sur la recherche des emplois, et s'occuper de la paperasse, plus tard, ce n'est pas l'essentiel. Un certain nombre d'agences refusent d'accumuler de tels retards qui servent le gouvernement, et inscrivent systématiquement les demandeurs d'emploi, dès leur première visite.

### QUELQUES RÉSULTATS

A l'agence Chaillot (Paris). En juillet le nombre de demandeurs d'emploi est de 1301. En août, date de la mise en application de la « Ligne Emploi », il tombe à 477, et à 763 en septembre.

A Narbonne : 2730 en août, 2508 en septembre. A Vichy, le nombre de chômeurs a diminué ainsi de 4 %, alors que dans le reste du département de l'Allier, non concerné par la réforme, il a augmenté de 3,9 %.

Prenons deux agences qui ne font pas partie de l'expérience : à l'agence Ménilmontant à Paris 20<sup>e</sup> : juillet : 3600, août : 3800 ; septembre 3970. L'augmentation est donc régulière, de même que dans une des agences de Bordeaux, où tous les chômeurs sont systématiquement inscrits dès leur première visite : août : 3685, septembre : 3693.

On voit comment Beullac arrive à dégonfler les chiffres !

Malgré le bluff des radiations...

## Le chômage augmente !

Nous n'analyseront pas la situation de l'emploi avec ses 1 million et demi de chômeurs, néanmoins la correction des variations saisonnières annoncée par notre Ministre, qui fut l'occasion pour lui de s'adresser un satisfecit, a profondément choqué le personnel de l'ANPE. Mis à part le fait que la correction des variations saisonnières est une des techniques de camouflage des réalités, nous ne comprenons pas que M. Beullac en déduise une baisse du nombre des chômeurs, car variations saisonnières ou pas, nous avons inscrits 371 199 demandeurs de toutes catégories, dont 213 395 jeunes de moins de 25 ans et reçu environ 600 000 chômeurs dans nos services en septembre. M. Beullac a d'ailleurs lui-même été surpris puisqu'il a fait vérifier les chiffres agence par agence, et qu'il s'est bien gardé de dire que l'un des quatre ordinateurs a été arrêté plus tôt que d'habitude. (C'est celui de Lille : Le 27 du mois au lieu du 2).

Les nouvelles mesures prises en matière d'emploi, se sont accompagnées d'une formidable campagne de dénigrement de l'ANPE et des chômeurs, ainsi que d'une propagande mensongère concernant les offres d'emploi disponibles. C'est la première fois que le personnel de l'ANPE subit de telles attaques, la proximité d'échéances électorales décisives peut seule expliquer ces phénomènes. Agence par agence, département par département, des mouvements de grève se déclenchent à l'ANPE qui ont tous comme base le mécontentement et l'indignation du personnel devant la situation catastrophique des services suite à ces mesures inopérantes en matière d'emploi.

### L'EXHONÉRATION DES CHARGES SOCIALES DES ENTREPRISES

Il est remarquable que cette mesure ait été prise pendant les vacances, car c'est traditionnellement à cette époque et au début septembre que les employeurs recrutent pour le « renouvellement naturel » du personnel. Il s'agit bien là d'un cadeau financier



Le fameux libre-service des offres d'emploi : il permet la répartition d'offres déjà connues ailleurs, car elles ne comportent aucune adresse. Ceci est sensible à Paris, où les chômeurs se déplacent d'une agence à l'autre pour consulter les offres qui sont en réalité les mêmes partout. La transmission des offres par téléx joue le même rôle : 50, parfois cent chômeurs se présentent pour une seule offre.

aux entreprises qui auraient de toutes façons embauché. Pour bénéficier de cette mesure, les entreprises ne doivent procéder à aucun licenciement pour cause économique, elles ont donc recours aux contrats temporaires : 30 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'agence étaient sous contrat temporaire, 30 à 50 % des offres d'emploi selon les agences sont aussi des offres temporaires.

### LES OFFRES ANNULÉES APRES LA VISITE DE BARRE !

Sur les stages pratiques en entreprises, vous connaissez le principe, le patron engage pour 6, 7, 8 mois un jeune de 16 à 25 ans il ne paye rien, et le jeune ne compte pas dans l'effectif de l'entreprise. Constat Général : là encore, il n'y a pas création d'emploi, mais remplacement d'un salarié par un autre gratuit.

A Auch, Toulouse le lendemain de la visite de Barre au patronat, les employeurs téléphonent à l'agence pour annuler leurs offres, et les remplacent par des stages pratiques. Certains employeurs s'adressent ainsi à l'agence « Je voudrais un employé, un jeune que je n'ai pas à

payer, vous savez ? ». Le lancement de cette mesure s'est effectué par la presse radio, démarches de Barre et Beullac, ainsi que par la mise en place des délégués à l'emploi du CNPF. Quelques exemples : le nombre d'offres de stages pratiques en entreprises a augmenté considérablement en août et début octobre 77. Se trouvent essentiellement concernés les entreprises à forte rotation de personnel ou à forte proportion de travail saisonnier ou temporaire, grands magasins, hypermarchés, mais le nombre total de ces stages reste ridiculement bas par rapport aux besoins d'emploi et surtout par rapport aux chiffres triomphants du CNPF.

Les Ets Chaumeilles chaussures à Agen qui n'embauchent depuis des années que des femmes sous contrat temporaire renouvelable (ce qui permet de tourner la convention collective), n'ont pas renouvelé le contrat de 45 femmes, et les ont remplacées par 45 jeunes. Il y a donc 45 femmes jetées au chômage, remplacées par 45 chômeurs « frais ».

Aucune création d'emploi, aucune résorption du chômage.

Le B.H.V. qui recrute tous les ans en août, des

aides vendeurs et vendeuses, jusqu'en février, fait cette année des stages pratiques qui ne lui coûtent rien. Aucun contrôle pédagogique n'est exercé, même pendant les 200 heures de soi-disant formation, qui sont en réalité inexistances, ou dévoyées. Ainsi un employeur nous a déclaré : « Il me faut une dactylo, mais je veux qu'elle sache taper avant. Quelle fasse du grec ou du latin pendant les 200 heures de formation, je m'en fous pourvu qu'elle tape le reste du temps ».

Ces stages pourtant agréés par la Main d'œuvre, sont manifestement de l'esbrouffe, un employeur demande une stagiaire comme vendeuse en accessoires érotiques ! Certains employeurs emploient leur fils, fille, ou femme au frais de l'Etat. Près de la moitié des jeunes qui suivent ces stages, ne sont pas inscrits à l'agence, plus de la moitié des jeunes possèdent déjà une solide qualification : par exemple une grosse entreprise recherche des jeunes avec un DUT Gestion ou sortant d'une école supérieure de commerce pour un stage de 8 mois payé 90 % SMIC. (...).

Extraits de la conférence de presse CGT-CFDT

### Des centaines d'annonces racistes

Les syndicats de l'ANPE ont montré des dizaines d'annonces reçues, portant la mention 01. Ce code signifie : « pas immigré, français ». Bien souvent, en plus de cela, on trouve des annotations du genre : « costaud » ou « vif et robuste » ou « ne pas envoyer n'importe qui car enquête », ou encore « 01, et intelligent ».

### Beaucoup de contrôle sur les chômeurs aucun sur le sérieux des offres...

Désormais, les chômeurs seront soumis à 7 contrôles (Asse-dic, Sécurité sociale, pointage, bilan trimestriel...) Les patrons, eux, ne sont pas contrôlés. N'importe qui peut téléphoner à une agence et dire : « Je veux 25 gars pour tel boulot ». Pour les stages, ils sont proposés avant même d'être agréés par la main d'œuvre. La formation obligatoire est complètement incontrôlée. Mieux encore, la main-d'œuvre signe des chèques pour payer les stagiaires, sans même savoir leur nom. Ce sont des chèques en blanc aux patrons. Encore un point : pour prendre un stagiaire, une entreprise ne doit pas avoir licencié. Là encore, aucun contrôle.

Le PS se prononce pour un moratoire nucléaire

## UN REVIREMENT ELECTORALISTE

● Mermaz, puis Mitterrand le laissaient entendre, son bureau exécutif l'a officialisé, le PS s'est prononcé pour un moratoire dans la construction des centrales nucléaires, pour dix-huit mois à deux ans. Pour autant le PS est bien loin de répondre à toutes les questions que se posent les opposants au programme électro-nucléaire.

On se souvient que la position officielle du PS, maintes fois réaffirmée, était opposée à toute idée de moratoire. Ainsi, lors de leur dernière conférence nationale sur l'énergie, les socialistes avaient pris position contre le moratoire. Cet été, alors que le débat nucléaire était en pleine actualité, le PS avait adopté dans ses négociations avec le PCF sur la réactualisation du programme commun, une position favorable à l'électro-nucléaire et l'idée de moratoire n'était nullement mentionnée dans les textes de la réactualisation.

## UNE QUESTION ÉPINEUSE

Cette question du nucléaire est particulièrement épineuse pour le PS. Ses militants sont très partagés. On sait qu'à la direction de ce parti ou dans ses environs, se trouvent plusieurs technocrates, dont certains sont à la direction d'EDF, favorables au développement accéléré de l'électro-nucléaire. Par ailleurs, de nombreux militants du PS, en particulier ceux qui habitent près de ces sites actuels ou futurs de centrales nucléaires, s'opposent au programme électro-nucléaire. Ces contradictions n'avaient jamais été véritablement tranchées au sein du PS. L'élargissement et la popularisation de l'opposition au programme électro-nucléaire, la gain d'influence électoral des écologistes, l'influence de ces idées au sein du PS ont contraint sa direction à revoir sa position officielle. La rupture actuelle des négociations avec le PCF, favorable au développement de l'électro-nucléaire, a facilité ce changement de position.

La résolution par le bureau exécutif, condamne la politique du tout-nucléaire, demande l'arrêt de toute nouvelle commande de centrale nucléaire pendant dix-huit mois ou deux ans, un moratoire pour le surrégénérateur de Creys-Malville et la mise en place d'un plan intérimaire fondé sur une diversification des sources d'énergie.

## RÉALISER LE CONSENSUS

Cette position pour être plus claire que la précédente, est loin d'être nette, c'est en fait une position d'attente. Le reproche essentiel fait par le PS au gouvernement est de ne



Août 77 : Creys-Malville

pas avoir eu les moyens politiques de son programme électro-nucléaire. Il dénonce le caractère autoritaire et brutal de sa mise en application, qui a provoqué la réaction des écologistes et des habitants des sites concernés. La préoccupation principale du PS est de réaliser le consensus sur cette question. Dans les conditions actuelles, et pour désarmer en partie les oppositions, la direction du PS estime qu'un moratoire est nécessaire, pendant lequel s'engagera «un grand débat

national». A l'issue de ce débat, le développement de l'électro-nucléaire pourrait se faire selon le PS dans de «meilleures conditions politiques». Le PS espère en effet que le «débat» permettra de vaincre les oppositions. De plus, en prenant position pour un moratoire, le PS espère s'attacher les voix des électeurs écologistes. En dehors de cette décision de moratoire, les positions du PS restent très floues. Comment sera mené le débat national, qui décidera enfin de compte ?

Comment pourra s'effectuer le contrôle sur les centrales nucléaires ? Le PS se garde bien d'en dire plus long sur ces questions.

A six mois des élections, ce revirement apparaît donc comme essentiellement électoraliste et destiné à gagner du temps afin de tenter de réaliser un consensus sur un programme sans doute assez proche du programme gouvernemental actuel.

Serge LIVET

## Gravelines

## VALISE RADIO ACTIVE DANS LA NATURE

Nous avons parlé dans notre édition d'hier de la disparition d'un émetteur radio-actif dans une valise près de la centrale de Gravelines, l'émetteur radio-actif qui devait servir à tester l'étanchéité de certaines soudures effectuées à la centrale.

Deux valises contenant des éléments radioactifs avaient été envoyées de Paris. Une des valises laissée dans une baraque de chantier a disparu, la baraque était probablement ouverte. Des hélicoptères ont été mobilisés pour récupérer la source radioactive, sans résultat ! La police affolée a même fait appel à une radiesthésiste, sans plus de résultat.

Selon EDF qui a confirmé au bout de plusieurs jours, il n'y aurait aucun danger si on n'ouvre pas la valise. Pourtant, cette valise doit circuler en camion plombé. Les utilisateurs sont en habits plombés et avec des gants plombés, et le chantier est interdit pendant la période des mesures. Selon certains renseignements, le produit radioactif contenu dans la valise et dont EDF n'a rien dit, pourrait être soit du cobalt, soit de l'iridium 192 à puissance 42 curies et à

période de 74 jours, c'est-à-dire, disparition complète de la radioactivité au bout de 4 ans et 20 jours. Si c'est du cobalt, c'est 100 ans ! EDF a réuni très récemment ses ingénieurs et leur a dit : «Assez rigolé, celui qu'a pris la valise qu'il la ramène».

Ce type de valise sert à radiographier dans les travaux de grande chaudronnerie, l'état des soudures (gammagraphie). Le comité anti-pollution indique que s'il s'agit d'iridium, c'est un cube de 2 cm sur 2 cm, ce qui suffit à créer une certaine panique.

Il peut très probable-

ment s'agir d'un vol comme il y en a souvent sur les chantiers, dans ce cas, si le voleur a ouvert la valise, il court des dangers réels d'irradiation, sa vie est en danger. Si c'est une malveillance, il y a un risque de chantage ou de monnayage.

Un ouvrier argentin qui avait mis une capsule de césium 135 dans sa poche en est mort dix mois plus tard, atrocement brûlé. Le comité anti-pollution de Dunkerque porte plainte (voir le communiqué). Pour l'instant, la valise court toujours, menaçant la santé et la vie de ceux qui pourraient se trouver à son contact.

## Lettre du comité anti-pollution au procureur

«Monsieur le Procureur, suite à la disparition d'une source radioactive le 27 novembre 1977 sur le chantier de la centrale nucléaire de Gravelines, nous portons plainte contre X pour délinquance écologique. La négligence des responsables du chantier fait courir à la population toute entière des risques qui pourraient être très graves en cas de malveillance ou de chantage. La population toute entière et nos adhérents, plus particulièrement sensibles à ces problèmes, vous demandent d'ouvrir d'urgence une information. Le Comité anti-pollution vous serait très reconnaissant de bien vouloir entendre ses représentants dans cette enquête et les tenir au courant des résultats : puissance de la source, dangers encourus, dispositions à prendre.»

## Inondations graves dans le Sud-Ouest

Les pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'Aude et le Languedoc, dans la nuit de mardi à mercredi ont causé de graves dégâts. Le débordement de plusieurs rivières dans l'Aude et les Pyrénées-orientales a entraîné de nombreuses inondations.

Dans l'Aude, la ville de Narbonne a été privée de courant électrique pendant une dizaine d'heures. La RN 9 a été coupée ainsi que la RN 113 entre Narbonne et Coursant. Jusqu'à mercredi midi Narbonne était coupée des villages situés à l'Est, en particulier des petites villes de plage, les routes secondaires étant submergées.

Dans les Pyrénées orientales, Thuir a été inondée en partie ainsi qu'une grande partie des caves de la ville.

La RN 9 a été coupée à la suite d'éboulements à hauteur des «cabanes Fitou», et le trafic ferroviaire entre Narbonne et Perpignan a été interrompu. Plus grave encore : de nombreuses cultures situées dans la plaine ont souffert des inondations et de la pluie.

## Trop d'oxygène à la naissance : il restera aveugle

Le tribunal administratif de Chalons sur Marne a ordonné une expertise médicale pour vérifier l'origine de la cécité d'un enfant (qui a maintenant sept ans) né à l'hôpital de Charleville-Mézière. Né en 70, Vincent, atteint d'intoxication, fut soumis à une inhalation massive d'oxygène. En le ramenant à la maison, ses parents remarquèrent qu'il ne réagissait pas normalement : il était aveugle à vie. Ils portèrent l'affaire en justice, en accusant le traitement intensif et mal contrôlé infligé à leur enfant. Lors de l'audience du 4 octobre, les parents ont exigé des dommages et intérêts. Le tribunal a renvoyé l'affaire à quinzaine.

## Bonnet : oui aux grenades explosives

A l'Assemblée nationale, le ministre de l'intérieur s'est affirmé un chaud partisan de l'utilisation des grenades offensives qui ont fait à Malville un mort et plusieurs blessés graves, dont trois ont été amputés d'un membre.

Pour Bonnet, à Malville «le seul moyen d'éviter un redoutable corps à corps était l'utilisation de grenades offensives. Leur usage est réglementaire depuis la fin de la III<sup>e</sup> République et elles ont été utilisées dans le Nord en 1948 par l'un de mes prédécesseurs socialistes». Les crimes de Jules Moch, c'est de lui qu'il s'agit, contre la classe ouvrière, excusent-ils Bonnet ? Les violences policières de Malville étaient préméditées, le préfet Jannin avait même menacé de tirer. Les grenades offensives employées à Malville étaient d'une puissance très nettement supérieure à celles utilisées généralement, leur effet redoutable ne pouvait être ignoré par le ministère de l'Intérieur dont la responsabilité est directement engagée dans la mort de Vital Michallon et toutes les mutilations.

## Nantes : la mairie refuse d'ouvrir un second centre d'interruption de grossesse

Bataille PC - PS à Nantes à propos de l'ouverture d'un deuxième centre d'interruption de grossesse. En effet, le seul fonctionnant actuellement, le centre Saint Jacques, pratique chaque jour entre dix et seize avortements et il est complètement saturé. Le planning familial demande l'ouverture d'un service d'IVG au CHR de Nantes, ce qui est refusé par le maire socialiste de Nantes. L'adjoint «communiste» Moreau, a saisi l'occasion pour mener campagne contre le PS et appuyer la demande du planning.

## Barre à Bonn

## LA POLICE FRANÇAISE SE MET A L'ECOLE DE SCHMIDT

● Contrairement à ce qui était prévu, Barre en visite à Bonn n'entreprendra pas Schmidt que d'économie.

Lors d'une conférence de presse tenue avec son hôte, le premier ministre français a déclaré: «Je souhaite qu'au cours des prochains mois, nos pays puissent renforcer leur action en vue de la lutte contre le terrorisme international».

Ce souhait est lourd de danger. Car cette opération comme devait le déclarer Bouvier, directeur central de la police judiciaire ne date pas d'hier. Son amplification rend cette collaboration encore plus insupportable.

## UNE CERTAINE SOUMISSION

Il apparaît dans le cadre de cette coopération une certaine soumission de la police française à la volonté de son homologue allemand.

N'a-t-on pas autorisé et

organisé l'affichage des photos des «suspects» sur les murs de Mulhouse? Et cela, pour mettre en cause les méthodes appliquées à large échelle en République fédérale aujourd'hui.

L'Allemagne n'a-t-elle pas servi de modèle à France-Soir qui a publié

dans ses éditions de jeudi les mêmes photos, de même qu'à la télévision française, qui s'est largement attardée sur l'image de ces affiches, sous prétexte d'informer?

De surcroît, la décision des autorités françaises de remettre à la police de RFA le cadavre de Schleyer et la voiture où il se trouvait, constitue un grave précédent.

Des magistrats français protestent contre cette décision et affirment qu'il s'agit là «d'une entrave au principe de la territorialité de l'enquête».

Ces mêmes magistrats protestent également contre le déploiement policier allemand en territoire fran-

çais. Lors du signalement de l'Audi qui servait de cercueil provisoire à Schleyer, n'est-ce pas la police allemande qui serait arrivée la première sur les lieux dans une camionnette reliée directement par télex au ministère de l'intérieur à Bonn?

N'a-t-on pas vu Bonnet, envoyer cinq cents CRS

supplémentaires sur la frontière rhénane afin de satisfaire les exigences allemandes?

Tous ces faits révèlent à quel point la collaboration de la police française avec celle de la RFA tend à donner un rôle prééminent à la police allemande. Des organes de presse comme le Quotidien de Paris réclament même que la police

française réponde avec davantage de zèle aux demandes de la police allemande. Il apparaît en effet qu'on assiste à une véritable «chasse aux terroristes» organisée à l'échelle européenne.

«Peut-être ne sont-ils qu'une centaine», affirmait Bouvier vendredi matin à RTL, «mais il est de notre devoir de tout mettre en œuvre pour les traquer».

Ainsi, on crée un climat de suspicion, visant à ce que chaque citoyen soupçonne son voisin de palier d'être un «terroriste».

Ainsi on fait allègrement l'amalgame entre les détourneurs d'avions et les révolutionnaires. Ainsi, on essaie d'habituer les travailleurs à une présence policière permanente à travers l'Europe. Cet approfondissement de la politique répressive de la bourgeoisie ces derniers jours ne saurait être toléré.

François MARCHADIER

## Commissaire Bouvier, directeur central de la police judiciaire, sur RTL vendredi matin :

«Depuis l'enlèvement de M. Schleyer et même bien avant, sur le plan général de la lutte contre le terrorisme, il existe une coopération extrêmement étroite avec les services de police allemands.

«Nous avons des contacts à tous les niveaux avec les services allemands dans la répression générale de la criminalité et plus particulièrement en ce qui concerne le terrorisme (...) il nous préoccupe depuis longtemps et nous nous sommes efforcés par des liaisons étroites de coordonner le mieux possible notre action. Dans l'affaire de l'enlèvement de Schleyer, je vous signale que des fonctionnaires des services allemands se trouvent dans nos bureaux, pas depuis 48 heures mais depuis longtemps, que nous avons des liaisons directes, que nous avons actuellement nous-mêmes des policiers français à la direction centrale de la police judiciaire à Bonn (...)

«Il existe en France sur un plan individuel des sympathisants à l'action de ces terroristes. Il existe aussi de petits groupes organisés qui peuvent constituer des réseaux d'accueil et d'assistance (...)

«Je pense que les événements dramatiques de ces derniers jours devraient resserrer les liens et amener à une coopération encore plus étroite.»

## RFA : pas plus de 55 millions de DM

## pour Superphénix

Les parlementaires du SPD ouest-allemand viennent de décider que la participation de la RFA ne pourra dépasser 55 millions de Deutschmark pour le projet Superphénix. Une difficulté de plus pour EDF...



Barre à Schmidt: «Je souhaite que dans les prochains mois nos pays puissent coordonner leurs actions».

## DE LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE ALLEMANDE AU MODELE POLITIQUE

● Barre est en Allemagne. Ce qui ne pourrait être qu'exercice de routine dans les relations franco-allemandes, ce qui pourrait n'être qu'échange de propos sur les problèmes économiques ou encore n'être qu'un épisode des préparatifs de la campagne électorale, prend un relief particulier par l'atmosphère dans laquelle la rencontre se déroule. Si Schmidt n'a pas manqué d'être couvert d'éloges par les dirigeants actuels de l'impérialisme français et par celui qui aspire à accéder à cette fonction, Mitterrand, c'est bien sûr parce que le modèle allemand de société attire nos politiciens bourgeois. Mais l'Allemagne dispose aussi sur le terrain économique de moyens suffisamment importants pour infléchir la construction européenne à son image.

Que l'Allemagne soit la première puissance économique européenne, cela signifie qu'elle domine dans les principaux domaines: elle produit en un an 23,2 millions de tonnes d'acier, soit près du double de la France. Elle occupe le premier rang mondial de la machine outil et produit six fois plus que la France dans ce domaine. Ses trusts chimiques Hoechst, Bayer BASF font chacun un chiffre d'affaires deux fois et demie plus important

que le premier groupe français Rhône-Poulenc.

Sur cette base, les relations économiques franco-allemandes connaissent un grand déséquilibre encore renforcé par le fait que l'Allemagne de l'Ouest est le premier client et le premier fournisseur de la France. Un déficit permanent au détriment de la France s'est instauré dans ces échanges, il oscille depuis plusieurs années entre 10 et 25%. Entre 1976 et 1977, il est passé

de 7 à 14 milliards de francs.

## SUSPENDU A LA RELANCE ALLEMANDE

A partir d'une telle inégalité, l'impérialisme français n'est pas en mesure de s'imposer à l'Allemagne fédérale. Au contraire, sa dépendance

sur le terrain économique est d'autant plus sensible que la relance économique mondiale n'apparaît toujours pas. Au cours du sommet occidental de Londres, en mai dernier, le Japon et l'Allemagne avaient pris l'engagement de développer leur croissance de 4 à 5%. L'impérialisme français en atten-

dait une augmentation de ses exportations en direction de l'Allemagne. Les pays occidentaux en espéraient des conditions favorables pour une relance mondiale.

Tous les chiffres sont maintenant révisés. En baisse. Au cours des derniers mois, le rythme assez élevé de l'économie allemande s'est ralenti. Selon la banque fédérale d'Allemagne, dans l'état actuel des choses, les effets du plan de relance seront dissipés, sous forme de dégrèvement d'impôts, dès le début de janvier prochain. Non seulement, Barre ne peut pratiquement rien espérer d'une relance allemande repoussée à plus tard, mais il va encore subir les attaques de Schmidt contre les mesures protectionnistes prises et envisagées par son gouvernement pour pallier le déficit commercial. Au mois d'août le

ministre de l'économie de Bonn a écrit à Barre pour lui dire que sa proposition d'«organiser le commerce mondial» lui faisait craindre qu'une telle action «soit le premier pas décisif dans la destruction des règles actuelles du monde libre».

Barre ne peut espérer, malgré son engagement aux côtés de Schmidt une contre-partie sur le plan économique. La puissance économique de l'Allemagne vient au service de sa politique en Europe. Le large consensus qui s'est organisé autour de Schmidt vient compléter ce que lui avait déjà permis sa puissance économique: que l'Allemagne ne soit pas seulement la première puissance et le modèle économique de l'Europe mais que ce soit autour d'elle, sur son modèle politique que l'Europe s'organise.

## Les projets communs

Outre le problème de la relance, Barre doit aborder les projets communs envisagés par les deux pays. Il s'agit notamment de la mise en application de l'accord de coopération sur les surrégénérateurs, signé en juillet dernier et qui prévoit notamment une coopération dans la recherche ainsi que dans la stratégie commerciale pour ce domaine.

Il s'agit ensuite de la définition du nouveau moyen courrier franco-allemand dont le principe a été arrêté lors du dernier sommet franco-allemand en juin dernier. Enfin, dans le domaine des armements, c'est la question des avions de combat et des missiles anti-

## A travers la presse déchainée

C'est le titre d'un article valorisé à la une du *Quotidien de Paris*. Sous la plume d'un certain Ph. Marcovier, on peut notamment y lire les phrases policières suivantes : «Ainsi, on est en droit de se demander aujourd'hui si les autorités françaises ont bien fait tout ce qui convenait de faire pour rechercher et peut-être retrouver H.M. Schleyer. Ainsi est-on en droit de se demander si en haut lieu, on a attaché une importance suffisante aux informations fournies par la police allemande. S'il s'avérait que la police française n'avait pas, comme c'était son obligation, avec la nécessaire persévérance, suivie les pistes fournies par Bonn, s'il s'avérait que dans une affaire aussi grave, les autorités compétentes se soient contentées d'une enquête de routine (...) notre responsabilité, celle de la France, serait alors écrasante».

Le journaliste-policier

compare alors la lenteur avec laquelle les flics français ont ouvert le coffre de l'Audi à la rapidité avec laquelle le commando des GSG 9 est intervenu à Mogadiscio... Il conclut : «Dans la lutte que l'accident (sic) conduit et va devoir conduire encore contre le terrorisme les mots et les bravos, s'ils sont rassurants, ne sont plus suffisants (...) il serait mieux encore de savoir que la police française peut traduire cette sympathie dans les actes».

Le *Figaro* pour sa part, titre : «Cent terroristes tentent de faire trembler l'Europe», et écrit : «De son côté, en totale collaboration avec Bonn, la police française cherche... il faut aller très vite (...) Ils se sont sans doute cachés (les amis de Baader) dans quelque propriété isolée de la région de Mulhouse. Ils ont peut-être bénéficié de complicités françaises. Les quelques attentats qui ont eu lieu chez nous prouvent

que Baader avait ici aussi des émules (...), il est hélas certain qu'une certaine gauche française a eu de la sympathie pour Baader. L'enquête peut conduire à une piste en France aussi».

La plupart des titres expriment l'idée que la «chasse aux terroristes» est une nécessité et que pour être efficace, elle ne saurait s'embarasser des frontières...

Citons avant de terminer l'extrait suivant du «bulletin quotidien de l'Agence Télégraphique juive» qui, sous le titre : «L'Allemagne d'hier et d'aujourd'hui», écrit à propos de l'action du GSG 9 à Mogadiscio : «Ces balles allemandes étaient les premières depuis la chute de Berlin. Elles auraient dû nous glacer le sang, à nous juifs (lire sionistes) et pourtant une idée est là, présente dans nos consciences et un peu amère : l'esprit de liberté inspirait les soldats germaniques».

## L'EXALTATION DU SOUVENIR D'UN PATRON DE COMBAT

Depuis la mort de Schleyer, on assiste à un feu nourri de déclarations qui exaltent le souvenir du patron de combat Schleyer. *Die Welt* parle de «celui qui a combattu pour le modèle social», qui «se considérait comme un patron politique dont la tâche consistait en accord avec les groupes d'intérêt, à assurer la paix sociale et l'ordre dans l'économie de marché». *Die Welt* est, rappelons-le une publication du groupe Springer. Le président de la confédération des syndicats de RFA (DGB), Oskar Vetter n'a pas hésité à déclarer que Schleyer «avait à sa manière, lutté pour la dignité de l'homme !» Le président du parlement allemand a affirmé que «la RFA perd en lui l'homme qui a contribué pendant plus de trente ans à l'économie du pays, aux rapports sociaux et à la création de milliers d'emplois».

L'homologue français de Schleyer, François Ceyrac, a déclaré hier : «J'admire profondément ses qualités d'homme et de chef. Elles étaient si grandes que sur sa personne même s'était réalisée l'union entre les deux grandes organisations économiques et sociales du patronat allemand». Yvon Charpentier, au nom des



Le GSG9, un modèle officiellement proposé à la jeunesse allemande.

cadres de la CGC est allé également de sa larme : «Nous nous inclinons devant les victimes du terrorisme et de la violence. A ces crimes odieux, il n'y a aucune justice défendable. C'est un crime contre la civilisation humaniste à laquelle nous sommes profondément attachés».

Né en 1915, Schleyer milita dès son entrée à l'université dans le parti nazi. Membre des SS, il dirige un organisme hitlérien à Prague, destiné à «favoriser l'intégration de l'économie de la Bohême Moravie dans le Reich», autrement dit à organiser

le pillage et l'asservissement de la Tchécoslovaquie. Arrêté en 45, il est libéré en 48. En 49, il devient responsable du commerce extérieur à la chambre de commerce du Bade Wurtemberg. Il entre au conseil d'administration de Daimler-Benz puis dirige plusieurs fédérations patronales, avant d'être nommé «patron des patrons». Connu pour sa dureté et sa hargne exploiteuse, Schleyer, fidèle à son passé et à sa réputation de «patron de combat» a toujours combattu la classe ouvrière allemande.

## MITTERRAND : SOUTIEN SANS RESERVE A SCHMIDT

Dans une interview au *Matin*, Mitterrand parle, à propos de la RAF, de «barbares» et répond à une question sur «le blocage» de la société allemande : «Aujourd'hui l'Allemagne est psychologiquement atteinte par le terrorisme. Dans une certaine mesure, je dirais que le terrorisme pourrait réveiller le nazisme. C'est peut-être une résurgence, au fond, du nazisme. Dire que la société allemande

est vraiment bloquée, c'est excessif. Après tout, en Allemagne, il y a de grands partis démocratiques».

Ainsi Mitterrand continue à soutenir à fond, autant sinon plus que Barre et Giscard, son collègue social-démocrate Schmidt. Il escompte bien, s'il vient au gouvernement, trouver un appui politique et économique auprès de la RFA. D'autre part, n'hésitant pas à assimiler

par le plus grossier des amalgames, la RAF de Baader à un groupe nazi, Mitterrand montre assez clairement quelle politique répressive il serait prêt, au besoin, à mettre en œuvre, une fois au pouvoir.

## De pacte en pacte

## LA DROITE LAISSERA-T-ELLE

## APPARAÎTRE SES FISSURES ?

Le 19 de ce mois, les partis de la majorité se rencontraient pour figurer la liste des candidats aux prochaines législatives. N'étant pas parvenus à un accord (officiellement ils n'ont pas eu le temps d'examiner l'ensemble de la liste,) les partenaires de la droite ont décidé de se revoir le 26. Ils examineront alors les circonscriptions de Paris et des soi-disant DOM-TOM.

La droite faisait encore grand bruit, il y a peu, autour du manifeste qu'elle était laborieusement parvenue à signer. Depuis, le climat s'est de nouveau assombri entre les partenaires de la majorité. Entre le RPR et Barre, bien sûr, depuis l'éclatement de l'Union de la gauche, on sait en effet que Chirac méprise les avances de Barre en direction d'une fraction du PS et continue

à considérer contre toute évidence, que les partis de gauche au delà des viscidités de la renégociation sont profondément unis sur l'essentiel ; ne qualifie-t-il pas le PS de parti marxiste ? Cette analyse on le sait n'est pas celle de Giscard qui voit dans la situation actuelle de la gauche une nouvelle raison d'espérer dans une majorité élargie au centre lors de son récent voyage en Moselle. Cette dégradation du climat entre les deux principaux partis de la majorité s'est encore traduite par une attaque voilée de la part de Chirac contre le PR. Comme un militant de sa formation lui demandait ce qu'il pensait de l'affirmation de Soisson selon laquelle le PR était le premier parti de la majorité il répondit : «Ces affirmations sont comme celle de M. Mitterrand ou de tous

les hommes politiques. Mais quel est le mouvement autre que le RPR qui peut rassembler un auditoire aussi nombreux ?»

Puis, il a ajouté : «Laissez faire, laissez dire, ne tombez pas dans le piège que l'on nous tend pour nous faire passer pour les diviseurs de la majorité».

La réapparition de ces contradictions entre Chirac et Soisson ou plus exactement le fait qu'elles émergent à nouveau, n'est pas la seule manifestation des divergences de la majorité. Entre le PR et le CDS également les choses se dégradent depuis le récent congrès de ces derniers à Lyon.

C'est encore une fois le projet giscardien d'élargissement de la majorité qui suscite ces contradictions. On comprend que le CDS qui se prétend centriste n'apprécie guère que le PR

marche sur ce que Lecanuet considère comme ses plates-bandes.

Surtout que sur ce terrain, Giscard, pour une nouvelle majorité, apparaît comme plus crédible que les Lecanuet, Barrot et autre Diligent. A cause de ces nouveaux nuages dans le ciel majoritaire, lors de leur dernière réunion, les participants ont vu la nécessité de signer un nouveau pacte «destiné à éviter toute tension entre les candidats aux élections législatives». Ils en avaient déjà signé un le 19 juillet. Même si les partis de droite veulent continuer à vouloir limiter l'apparition de leur division, une nouvelle source de contradictions apparaîtra quand Barre donnera les investitures aux candidats qui selon lui, la mériteront.

François MARCHADIER

## bref... En bref... En l'

### 294 LICENCIEMENTS A TNEE A MONTROUGE

La direction de l'entreprise de chauffage et de ventilation TNEE veut mettre à la porte 294 ouvriers de ses usines de Montrouge et de Paris-Cardinet. La CGT et la CFDT constatent que dans le même temps, de plus en plus de personnel intérimaire est embauché pour faire le travail.

### USINOR FERME A TRITH SAINT LÉGER

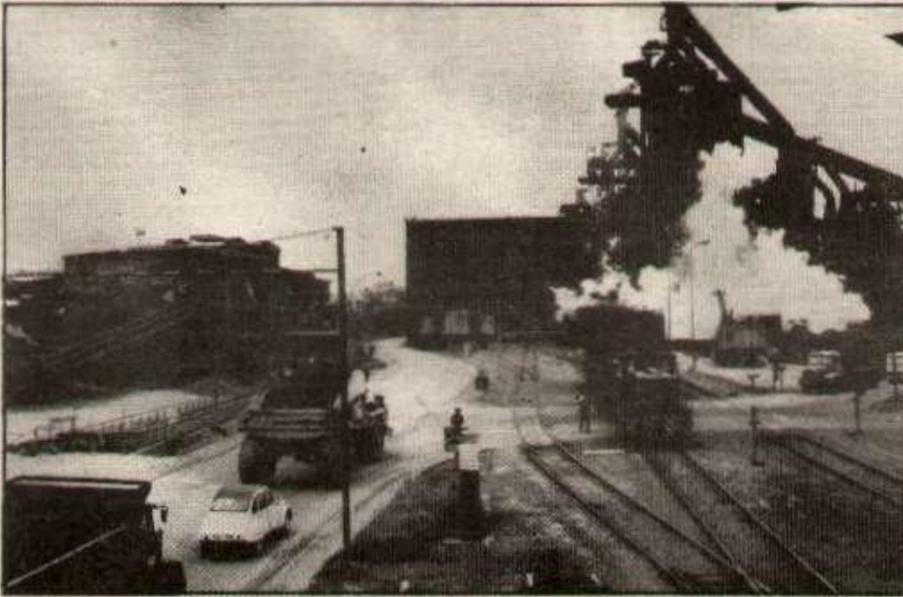
L'acierie, annonce la direction, sera fermée le 5 novembre. Le 15, des mesures de chômage technique toucheront le laminage et le parachèvement.

C'est la restructuration prévue par la direction qui là encore est à l'ordre du jour, les ouvriers craignent d'en faire les frais. D'ici à 1980, 2 200 employés sur 3 000 peuvent disparaître alors que l'usine employait 4 500 personnes en 75.

### BLANCHISSERIE DE GRENELLE : GREVE DES CADENCES

Pour obtenir une augmentation de salaire, les ouvriers de la buanderie, tous immigrés, ont brisé les cadences ; la production a été ralentie durant vingt-quatre heures. Cette action sera suivie d'une réunion de travailleurs des blanchisseries, syndiqués à la CGT, de la région parisienne le 27 octobre à 14 heures à la Bourse du Travail à Paris.

# LES HABITANTS DE LA REGION DE DUNKERQUE CONTRE LA POLLUTION



L'association anti-pollution de Fort-Mardyck, près de Dunkerque a engagé une série d'actions contre la pollution de cette région, et en particulier celle d'Usinor.

Depuis la construction des hauts fourneaux d'Usinor, commencée en 1962, à Dunkerque, la population des communes vivant à proximité de cette industrie lourde subit l'agression persistante et inadmissible de ses rejets de gaz et de poussière. Malgré les proclamations solennelles sur les précautions prises au départ, pour ne pas provoquer comme par le passé des dommages irréparables, dans leur environnement, on laisse les industries polluantes, sans contrôle, constituer à Dunkerque des conditions de vie déplorables.

A la suite de plusieurs campagnes de signatures réclamant que des mesures soient prises contre les

pollueurs, à la suite de l'intervention de certains élus locaux auprès des pouvoirs publics, la population excédée, s'est regroupée dans l'association anti-pollution de Fort-Mardyck, et avec l'appui de l'assemblée des vingt associations pour la défense du littoral Flandre-Artois (ADELFA) a déposé plainte devant le procureur de la République. Après que les faits aient été constatés par huissier, une enquête a été ouverte. Les témoignages des habitants sont accablants. Au cours de plusieurs réunions publiques, on a pu entendre à quel degré de vie des habitants était troublée par le voisinage industriel. On a entendu parler de plusieurs centimètres d'oxyde métallique dans les greniers, le linge ne peut plus sécher sans être souillé, les peintures des maisons sont attaquées comme celle des voitures, les meubles sont recouverts à l'intérieur des

logements, d'une couche de poussière et, plus grave, des cours de gymnastique sont parfois interrompus dans les écoles ou n'ont pas lieu. Enfin pour éviter d'être trop visibles, les évacuations de gaz et de poussière se feraient la nuit.

Des contacts sont pris avec les organisations syndicales de l'usine car les conditions de travail à l'intérieur sont à l'image des conditions de vie faites à l'extérieur, à la population. Déjà les associations ont engagé plusieurs procès contre Tioxyde à Calais, et Lesieur à Coudekerque-Branche suppliant ainsi aux carences des administrations chargées de faire appliquer les lois. Ce sujet sera débattu publiquement aux assises du cadre de vie, le samedi 22 octobre à Coudekerque-Branche.

## Budget de la recherche à l'Assemblée nationale

Les députés ont adopté les crédits de la recherche mercredi, après une courte discussion. Le budget 1978 de la recherche confirme la tendance des années précédentes à la stagnation. Les autorisations de programme qui engagent les futures recherches n'ont augmenté que de 6,9 %, c'est-à-dire que par rapport à l'inflation, elles sont en régression. En proportion, la baisse du budget de la recherche est plus sensible. Celui-ci représentait en 1967, 2,2 % de la production intérieure brute, en 1978, il ne représente plus que 1,8 %.

Dans la recherche, le nucléaire «bénéficie d'une

priorité en autorisation de programmes, avec une augmentation de 14 %» a annoncé Sourdilte, le secrétaire d'Etat à la recherche. Ce qui est directement rentable pour les entreprises comme la recherche sur le nucléaire, ou les recherches intéressant l'armée recueille la meilleure part des crédits.

Par contre la recherche médicale, la recherche océanographique entre autres sont des budgets de misère. Les députés, y compris ceux de la majorité ont fait là-dessus les mêmes remarques que les années précédentes sur les insuffisances de ce budget. Ils l'ont néanmoins voté.

Toute la population appelée à collaborer avec la police

## «Attention à la voix, aux tons, aux accents, voici l'enregistrement numéro un»

L'Allemagne de l'Ouest est en train de vivre une des plus grandes opérations policières depuis la guerre. Depuis mercredi radios et télévisions ont consacré l'essentiel de leurs informations aux opérations de recherche. La télévision diffuse les photos de 16 personnes recherchées, 10 hommes et 6 femmes.

Les radios diffusent lentement le signalement des personnes recherchées qualifiées à chaque fois de «terroristes particulièrement dangereux». Le numéro de téléphone du BKA (police anti terrorisme) est diffusé «anonymat sera respecté. Un numéro de téléphone spécial est à votre disposition». De semblables installations ont été installées dans plusieurs villes. La radio diffuse également des morceaux de bande magnétique provenant de l'écoute téléphonique des suspects. On explique aux auditeurs «attention à la voix, au ton, voici l'enregistrement numéro un...» Sur la grand-place de Francfort des hauts-parleurs diffusent le signalement des «terroristes» pendant que dans la rue des policiers diffusent des tracts de quatre pages comportant les photos et le signalement et rédigés en 5 langues... pour que les immigrés puissent comprendre !

Aux entrées d'autoroutes, dans les stations services, à l'entrée des grandes surfaces, partout des flics tendent leurs tracts aux passants et expliquent qu'il y aura 10 000 mark (près de 20 millions d'anciens francs) de récompense en cas d'arrestation d'un suspect. Trois millions de tracts sont déjà imprimés et prêts à diffuser. D'autre part des perquisitions à grande échelle semblent se préparer chez les personnes qui ont fréquenté un des suspects et les milieux d'extrême-gauche s'attendent à ce que le gouvernement se saisisse de l'occasion pour mettre à jour son fichier. Des contrôles et des fouilles de voitures ont lieu dans plusieurs villes. La police fait savoir que les personnes qui se «sentent menacées par un attentat» peuvent appeler «allo terrorisme» pour recevoir toutes les consignes, en cas d'attentat. L'encouragement massif à la délation rapporte quelques fruits : rien qu'à Francfort, 125 appels ont été enregistrés

dans la journée de mercredi. C'est dans ce climat qu'Helmut Schmidt a décoré les 62 membres du commando de Mogadiscio du «mérite fédéral» ; leur chef Ulrich Wegener a même été fait «commandeur de l'ordre».

Cette gigantesque campagne policière «anti-terroriste» fait école au delà des frontières. Bonnet a envoyé de nouveaux renforts de CRS sur la frontière franco allemande. La Suisse participe aux recherches. Les seize photos seront montrées à la télévision suisse et la population sera invitée à dire tout ce qu'elle sait à la police.

## TROIS ANTI-IMPÉRIALISTES CENTRAFRICAINS ASSASSINÉS !

Le sanguinaire Bokassa vient d'assassiner nos trois camarades Blague Alphonse, Foky Doungouma, et Sodio Romain qui étaient incarcérés depuis le 23 août 1977 à la prison centrale de Bangui.

En effet, le 11 octobre 1977, les corps de cinq prisonniers ont été retirés des cellules exigües à porte rouge (véritable tombeau) de la prison centrale de Bangui, dont ceux de nos trois camarades. Le pouvoir de la clique Bokassa a refusé de rendre les corps aux parents de nos camarades, à cause de leur état. Ils ont été ensevelis dans la fosse commune du camp militaire du Kassai.

La clique de Bokassa avait en effet, arbitrairement arrêté le lundi 22 août 1977, les trois camarades délégués de notre organisation à la Commission «Nationale» des Bourses qui se tient chaque année à la même époque. Prétendant qu'il est complice des délégués étudiants pour avoir hébergé un d'entre eux, le camarade Sodio, son parent, notre camarade Blague Alphonse, proviseur du lycée B. Boganda a été également arrêté.

Bastonnés et torturés par Bokassa en personne, immédiatement après leur arrestation, les camarades Blague, Foky et Sodio, ont été hâtivement condamnés par un tribunal militaire à 10 ans de réclusion criminelle, dans la nuit du 23 août 1977. Il leur était reproché de ne pas s'être conformé à la nouvelle dénomination du pays, devenu «Empire centrafricain».

Les valets de l'impérialisme français de la clique Bokassa, ainsi que les agents du social-impérialisme soviétique, dirigés par Yagongo Barthélémy, cherchaient depuis longtemps à liquider notre organisation. C'est ainsi que, profitant de l'incident relevé à la Commission «nationale» des Bourses par Henri Maidou, ministre de l'Éducation Nationale, autre agent de la clique Bokassa, les agents du social-impérialisme soviétique ont orchestré la perquisition chez le camarade Blague ainsi que l'arrestation de nos camarades. Ce n'est donc pas un hasard si le tribunal militaire qui a condamné nos camarades a été présidé par le colonel Yagongo Sylvestre, frère de l'autre, chef d'État-major des forces armées.

La camarade Balengué Marguerite quant à elle se trouve actuellement en résidence surveillée et le pouvoir n'attend que son accouchement pour lui faire subir le même sort que les autres camarades.

C'est un crime odieux contre le peuple centrafricain et sa jeunesse !

L'Union Nationale des Étudiants Centrafricains, s'incline respectueusement devant la mémoire des camarades Blague, Foky et Sodio. Leur nom restera à tout jamais gravé dans l'histoire de la lutte anti-impérialiste et anti-social-impérialiste du peuple centrafricain.

Elle appelle tous les démocrates et révolutionnaires du monde entier à dénoncer vigoureusement ce crime abominable perpétré par la clique Bokassa et la clique Yagongo, et à soutenir notre action en vue de faire toute la lumière sur cet assassinat.

— A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET SES VALETS DE LA CLIQUE BOKASSA !  
— A BAS LE SOCIAL-IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE ET SES VALETS DE LA CLIQUE YAGONGO !  
— VIVE L'ESPRIT DE SACRIFICE DE NOS CAMARADES BLAGUE, FOKY ET SODIO.  
— VIVE LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE CENTRAFRICAIN LE PEUPLE CENTRAFRICAIN VAINCRA !

Union Nationale des Étudiants Centrafricains (UNECA)  
Paris, le 19 octobre 1977

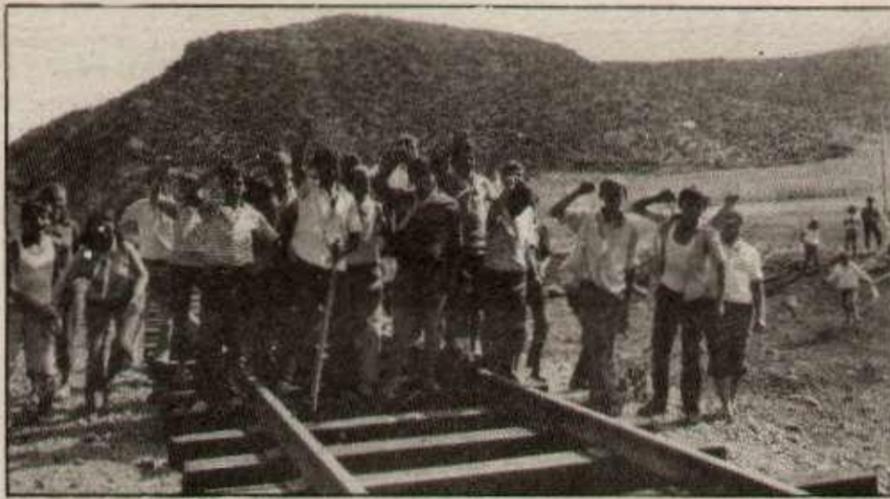
### AFFAIRE MARCHAUDON : LA FAMILLE DE BOUKHEZER PROTESTE

La famille de Mustapha Boukhezer, abattu le 23 août dernier par un brigadier à Chatenay-Malabry a déclaré : «Malgré les expertises balistiques et l'autopsie qui établissent de façon non équivoque la responsabilité du brigadier Marchaudon, celui-ci, loin d'être inculpé, exerce encore ses activités en région parisienne. Nous sommes l'objet d'un véritable déni (refus) de justice. Le parquet n'avait pas cru devoir ouvrir une information pour homicide volontaire : il a fallu que nous déposions plainte et que nous constituions partie civile le 5 septembre 1977 pour qu'un juge d'instruction soit désigné».

### STROMBONI LIBRE

Stromboni a été remis en liberté jeudi soir. Il aura subi un mois de détention alors que son dossier était vide !





# Le voyage du Quotidien en Albanie

◀ La brigades d'actionnistes avec qui nous avons discuté à Pogradec.

● Du 2 au 17 juillet, le *Quotidien du Peuple* organisait un voyage en Albanie qui nous a fourni un aperçu de quelques aspects de l'Albanie aujourd'hui. Les participants, lecteurs réguliers ou plus occasionnels du journal ont ainsi pu mieux comprendre la réalité de la construction du socialisme dans ce pays. Tous étaient d'accord pour faire connaître un compte-rendu du voyage dans la page «*vie du journal*», soulignant par là l'intérêt qu'ils portaient aux liens que le journal entretient avec ses lecteurs.

Pour rédiger ce compte-rendu, nous avons demandé aux participants de province de nous envoyer leurs idées et suggestions et nous avons organisé une réunion à Paris. Parmi les aspects de la réalité que nous avons rencontrés au cours de cette visite, citons notamment comment un mot d'ordre politique passe dans la vie par la mobilisation des travailleurs, le rôle des organisations de masse, la lutte contre les idées religieuses et anciennes.

## • De la clé plate au palmer

Durant notre voyage en Albanie, nous avons essayé de saisir la manière dont les masses albanaises édifient le socialisme dans leur pays. L'Albanie s'est posée après la révolution de Libération Nationale, le problème de l'édification du pays. Les masses albanaises, sous la conduite du PTA, ont alors opté pour le socialisme.

Ce pays dont la surface est comparable à celle de deux départements français, sous-industrialisé, de faible productivité agricole, vivant de longue date sous le poids de la domination étrangère, du féodalisme et de traditions religieuses réactionnaires a réalisé aujourd'hui un grand bond en avant.

Les camarades albanais nous ont précisé notamment que 77 est la première année où l'Albanie produit le blé et l'acier nécessaires à la population.

Comme nous avons pu le constater en divers points du pays, de grandes réalisations témoignent des pas accomplis dans la réalisation du socialisme. Elbasan, bâti avec l'aide internationaliste de la Chine, grand centre sidérurgique qui doit produire l'acier nécessaire à toute l'Albanie, est selon E. Hoxha «*la seconde libération de l'Albanie*». L'électrification totale du pays grâce aux grands barrages hydro-électriques, la construction d'une usine de production de polychlorure de vinyle (produit de base pour la fabrication de plastique) pour l'année prochaine, l'utilisation des richesses naturelles (cuivre, pétrole, etc.), tout ceci constitue une garantie de l'indépendance économique de l'Albanie.

Dans les villes, dans les

villages, à l'intérieur des usines, parmi d'autres mots d'ordre, l'un revient toujours, partout affiché : «*Vivons, travaillons, luttons, comme dans les conditions de l'encerclement*». Nous avons voulu voir comment les masses se saisissent de ce mot d'ordre, qui revêt une grande importance pour la réalisation du socialisme : créer un pays indépendant économiquement est indispensable au pouvoir de la classe ouvrière, tout en menant la lutte contre l'apparition d'une nouvelle classe d'exploiteurs. Ce mot d'ordre est aussi un appel à la jeunesse et aux jeunes générations qui n'ont pas connu l'ancienne société. Ne pas croire que dès lors que le blocus économique n'existe plus, il est possible d'édifier le socialisme en laissant des richesses nationales dormir, en important largement les matières vitales à l'économie du pays, au bien-être du peuple.

Nous avons vu quelques résultats concrets de l'application de ce mot d'ordre dans plusieurs secteurs de l'industrie et de l'agriculture albanaises. L'usine de micro-précision de Korça nous en donne un bon exemple.

Cette usine fabriquait, avant le lancement du mot d'ordre cité plus haut, des clés plates, des mètres métalliques, un petit nombre d'outils nécessaires, mais n'exigeant pas de machines perfectionnées, de travail de haute qualité, de connaissance et de maîtrise poussée des techniques. A cette époque, quatorze ingénieurs travaillaient dans les bureaux d'innovation et de gestion de l'usine. Avec l'application du mot d'ordre pour «*vivre, travailler, lutter comme dans les conditions de l'encerclement*», les ouvriers ont réussi à multiplier par trois la diversité des outils, à augmenter la qualité jusqu'à la fabrication d'outils de haute précision, à changer le rapport cadres-ouvriers, à améliorer et à créer de nouvelles machines à partir des machines existantes.

Cette usine fabrique donc à l'heure actuelle des forêts à pointe d'aciers spéciaux, des pieds à coulisse, des palmers, etc.

Les ouvriers et les ingénieurs ont décidé de ne garder que quatre cadres dans les bureaux, envoyant les dix autres à la production, ce qui a permis de faire prendre conscience de la réalité du travail manuel, de connaître de façon pratique et plus précise les machines et, avec les ouvriers de l'usine, améliorer les machines à partir d'un simple atelier d'entretien. Exemple : la fabrication entièrement automatique de petits forêts à partir d'une machine qui nécessitait avant une intervention de l'homme quasi-constante, et même la fabrication (par copie) de machines améliorées par rapport à l'originale.

Cette usine, en vue d'augmenter sa production, s'est donnée comme moyen des cours de qualification, l'augmentation du nombre de machines ; elle choisit ses futurs ingénieurs et techniciens parmi ses meilleurs

ouvriers qu'elle envoie à l'université. Elle s'est donnée pour but dans l'immédiat de produire 80 % des pièces détachées nécessaires aux usines albanaises d'ici 1980. C'est ainsi que les masses prennent en mains l'édification du socialisme.

## • «Avoir un point de vue sur tous les problèmes».

La vie sociale est organisée afin que chaque travailleur puisse donner son point de vue sur ce qui l'entoure, sur la production de son atelier aussi bien que sur la politique d'ensemble.

Les Unions professionnelles regroupent les travailleurs sur leur lieu de travail et c'est par elles que passe l'élaboration du plan : dans un premier temps, il y a consultation des travailleurs sur les possibilités de production, puis une fois les avis synthétisés au niveau national, des directives élaborées par le Parti arrivent dans chaque usine : la valeur de la production annuelle est globalement indiquée en leks (1) et ce sont les travailleurs dans le cadre des Unions professionnelles qui doivent décider du type de production en fonction de la demande. En liaison avec les utilisateurs des produits.

L'Union des Femmes Albanaises (UFA) est chargée d'impulser la lutte pour que l'égalité avec les hommes se réalise dans le travail et dans tous les domaines de la vie. Ainsi, la lutte menée avec succès par l'UFA pour que le poste de direction du combinat textile Mao Tsé-toung de Berat, qui compte 90 % d'ouvrières soit occupé par une femme, semble avoir fait école.

A l'usine de tapis de Korça, on nous a dit : «*Puisque presque tous les travailleurs ici sont des femmes, c'est une femme qui est directrice de l'usine.*»

L'Union de la Jeunesse regroupe les filles et garçons jusqu'à 25 ans. Elle doit les éduquer dans l'esprit révolutionnaire, afin que les jeunes qui n'ont connu ni l'oppression capitaliste ni la lutte de libération nationale deviennent les continuateurs de la révolution. C'est pourquoi les Albanais attachent une grande importance aux camps d'actionnistes ou de jeunes volontaires, qui construisent des voies ferrées et des barrages avec pelles et pioches. L'Union de la Jeunesse montre également comment les jeunes ont un rôle à jouer dans la lutte qui se mène dans l'ensemble du pays : ainsi, au combinat textile de Berat, un panneau de l'Union de la Jeunesse était consacré à la façon dont les jeunes particulièrement méritaient en œuvre dans le combinat le mot d'ordre «*Vivons, travaillons, luttons comme dans les conditions de l'encerclement*».

Quant au Front Démocratique, il organise toute la population sur les quartiers et les villages et doit traiter de tous les problèmes de la vie quotidienne, en liaison avec les autres organisations de

masse. Ainsi, si un différent important survient dans un immeuble, le Front Démocratique en discute avec les intéressés mais aussi avec les organisations de masse auxquelles ils appartiennent ; car chaque travailleur doit pouvoir trouver aide et soutien auprès de ses camarades.

Outre les organisations de masse, il y a les organismes élus par les travailleurs que sont les groupes de contrôle. Ils sont de deux sortes : les groupes de contrôle permanents, élus pour un an, doivent par des enquêtes intervenir dans tous les problèmes qui peuvent se poser quant au fonctionnement d'une usine, d'un magasin, d'une école... D'autres groupes de contrôle, ponctuels ceux-là mais toujours élus, sont chargés de résoudre des problèmes particuliers. Ainsi à l'usine Plastika de Durres qui fabrique des feuilles de plastique pour bacher les serres, un

groupe de contrôle ouvriers-paysans a été constitué car les paysans qui utilisaient les feuilles de plastique disaient qu'elles n'étaient pas solides et se déchiraient. Le groupe de contrôle a discuté et travaillé avec les paysans pour voir comment on pouvait utiliser les feuilles au mieux, les disposer pour qu'elles résistent. Ce travail terminé, chaque membre du groupe est retourné à son poste de travail habituel. Cet exemple indique aussi l'aide apportée par la classe ouvrière à la paysannerie en lui fournissant du matériel moderne et en l'aidant à en tirer le meilleur parti. De cette façon, se concrétise ce que nous disait ce vieux travailleur, membre du Conseil de l'Union professionnelle de Plastika à la fin de la visite de l'usine : «*L'homme n'est pas seulement un agent économique mais surtout un agent politique qui doit être capable d'avoir un point de vue sur tous les problèmes.*»



Deux religions qui oppriment la femme albanaise.

(Dessins du musée athéiste de Shkodra).

## • Le saint était de paille !

Aujourd'hui, l'Albanie est un pays où la pratique des cultes a disparu. La population albanaise est recensée par l'ONU, comme population laïque. Nous avons visité à Shkodra, le musée de l'athéisme. Divers documents y sont exposés, qui montrent le caractère anti-scientifique et réactionnaire de la religion. On y rappelle la thèse religieuse selon laquelle la terre était plate, et d'autres inepties telles que la création du monde en six jours : l'homme créé par Dieu, et la femme à partir d'une côte de l'homme, prouvant ainsi combien la religion opprime et rabaisse les femmes. On y rappelle la collaboration du clergé avec les divers occupants (autrichien jusqu'en 1918, italien, puis nazi en 44).

Le musée de Shkodra dénonce également les activités du Vatican contre l'Albanie, ainsi que l'alliance dans un même but hostile, des révisionnistes et du Vatican. Parmi ces activités, les émissions de radio et de télévision en albanais, et des activités beaucoup plus grotesques telles que le largage au large des côtes albanaises, de paquets contenant pêle-mêle, chewing-gum, bibles, et brochures en albanais sur la vie de Jésus.

La lutte contre la religion fut, à ses débuts, à l'initiative de la jeunesse, avec à sa tête des enseignants et des élèves de l'école Naim Frasheri à Durres. Ceux-ci luttèrent contre l'utilisation d'édifices religieux et contre les coutumes rétrogrades. Ils remportèrent une importante victoire contre la religion à la faveur d'un épisode bien particulier. L'église de Durres avait mis dans un cercueil de verre le corps d'un prétendu saint, en disant que, malgré la mort, il restait intact, et beaucoup de gens de toute l'Albanie venaient pour voir le saint. Un jour, un groupe de jeunes décida de démystifier la chose. Ils prirent le corps du saint, et montrèrent à la population qu'il était en fait bourré de paille.

Mais, le facteur décisif du développement de cette lutte, est le fait que la religion et l'impact des idées anciennes sont entrées directement en contradiction avec la construction du socialisme. Par exemple, pour que les femmes viennent en masse travailler, à l'usine de Kortché, il a bien fallu lutter contre les idées anciennes disant que la femme doit rester au foyer. Ce fut ce long travail de lutte idéologique, à poursuivre les idées anciennes, que mena avec succès l'UFA.

Les Albanais ont bien saisi que la liberté, l'indépendance, le progrès, le bien-être ne s'obtient pas en «*priant Dieu*» mais bien par leurs luttes et leurs efforts.

Actuellement, les églises subsistent seulement en tant que bâtiments ; elle ne servent plus aux cultes religieux, mais elles ont été transformées en salle de sport, de cinéma, de théâtre : elles sont enfin utiles au peuple !

## PROGRAMME TÉLÉ

### Vendredi 21 octobre

## TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Pour les jeunes  
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Faites-moi confiance  
22 h 35 - Télé-football 1  
23 h 35 - Journal et fin

## A 2

18 h 25 - dorothée et ses amis  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Ouvrez l'œil  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - D'Artagnan amoureux  
21 h 35 - Apostrophes. *Le capitalisme, maladie honteuse ?*  
22 h 45 - Journal

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Vendredi : Service public. La Laïcité  
21 h 30 - Les grands fleuves, reflets de l'histoire. Le Mississippi  
22 h 25 - Journal et fin  
22 h 30 - Émission Alsacienne

### Samedi 22 Octobre

## TF 1

13 h 00 - Journal  
13 h 35 - Les musiciens du soir  
14 h 05 - Restez donc avec nous  
18 h 05 - Trente millions d'amis  
18 h 40 - Magazine auto-moto  
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Spécial vacances 77  
21 h 30 - Le riche et le pauvre  
22 h 20 - Restez couverts  
22 h 55 - Journal

## A 2

13 h 00 - Journal  
17 h 10 - Des animaux et des hommes  
18 h 00 - Course autour du monde  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Ouvrez l'œil  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Adieu, l'héritière.  
22 h 05 - Le dessus du panier  
22 h 50 - Jazz  
23 h 30 - Journal

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Samedi entre nous  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les animaux chez eux  
20 h 30 - Impressions d'Afrique  
22 h 40 - Journal

## CINEMA

# Annie Hall

Un film de Woody Allen

*Le parti d'en rire*

Aucun film digne d'intérêt n'est sorti dans les derniers quinze jours, c'est l'occasion de voir des films sortis le mois dernier ou il y a plus longtemps, «Annie Hall» de Woody Allen par exemple.

Ce film est l'autocritique aigre-douce de Woody Allen et la critique des milieux intellectuels new-yorkais. Avec un humour corrosif, l'intellectualisme, la prétention pontifiante, les modes et les lubies des artistes, intellectuels d'avant-garde, sont mis à mal, mais non sans une pointe d'attendrissement.

La rencontre d'un couple, son amour, puis son éclatement, l'histoire est banale et maintes fois montrée au cinéma. Ici Woody Allen incarne lui-même le rôle de l'homme, Diana Keaton est la femme, Annie Hall. Leur rencontre dans un club de tennis est ponctuée de gags, leur séparation à Los Angeles aussi. Assaillis de problèmes et s'en créant toujours de nouveaux, ils passent leur temps temps en psychanalyse sans parvenir à résoudre quoi que ce soit. Ils ont seulement l'impression de comprendre ce qui ne va pas en eux et entre eux et de dépasser leurs problèmes. Tout ça serait plutôt triste et désespérant s'il n'y avait l'humour de Woody Allen tournant en dérision ses



angoisses. Rappelant l'humour des Marx Brothers, Woody Allen dynamite les conventions, il s'adresse parfois directement au spectateur pour lui dire ce qu'il pense de telle réunion de famille ou sous-titre des dialogues pour exprimer ce qui se pense réellement derrière les mots échangés.

Tout le sens de ce film tient dans la dernière plaisanterie : un type va voir le psychiatre pour lui

parler du cas de son frère qui est fou car il se prend pour une poule. Le psychiatre lui conseille de faire enfermer ce frère dément, ce à quoi il répond : «Mais j'ai besoin des œufs». On est pareil, dit Woody Allen, on est tous dingue, nos relations sont dingues, mais on ne peut pas faire autrement que de vivre comme ça, alors mieux vaut en rire.

Conclusion presque désespérée, ce film drôle ne

l'est qu'en apparence, le parti pris de l'humour permettant une plus grande lucidité.

Critique d'un certain milieu certes, mais qui pose sans avoir l'air d'y toucher des questions plus larges et notamment le poids des conventions sociales de la bourgeoisie dans les relations entre individus, dans une société dominée par la nécessité absolue de «réussir» et de «paraître».

# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
copyright Édition Denoël

99<sup>e</sup> épisode

La grosse qui aidait

le magasinier disait :

— Moi, ça fait quinze ans que je n'ai pas dépassé la place d'Italie.

Je ne savais que trop comment passe une vie que l'on regarde passer. Mais ici, à Paris, avec toutes ses légendes des faubourgs et des barricades, je me demandais pourquoi et comment. Le travail, l'usure, le manque de temps, mais aussi une passivité révoltante, quasi ancestrale, un instinct grégaire desséchaient une vie où le cinéma de quartier, le bistrot du coin représentaient la désaliénation suprême. S'élever signifiait avoir, posséder. S'en sortir voulait dire acquérir. Des meubles,

une voiture, en vingt ans un pavillon. A partir de ça, vous commencez à exister, vous vous sentez admis.

En passant devant moi, Didi m'adressa un sourire. Nous entrâmes ensemble dans l'atelier, et elle me souhaita « bon courage » quand j'arrivai à ma place. Les hommes la regardaient goulûment. Ses yeux ne cillaient pas quand elle traversait les rangs des ouvriers rassemblés devant les machines. Elle aimait la sollicitation mâle, bien qu'insensible en apparence aux appels et aux sifflets.

— Tu dors, vint me dire Arezki. Il m'avait surpris les paupières baissées, les mains molles.

J'étais lasse. Il m'aïda, me signalant les défauts qu'il avait remarqués avant moi. A quatre reprises, intrigué par ce manège, Bernier se dérangea. Mais il ne pouvait rien dire, cela n'était pas défendu.

— Ce soir, tu te coucheras de bonne heure. Tu as réfléchi ? Tu vas écrire à ta grand-mère ? Je lui criai, « oui, je m'en occupe. »

Il n'était pas souhaitable, en ce début de l'année 58, d'être un Algérien dans Paris. Il y vivait en sursis.

Arrestation, chômage, refoulement, Arezki ne s'indignait de rien.

— C'est normal, disait-il. C'est la guerre.

Et il riait de mes révoltes. Il acceptait d'être un paria. Il me racontait parfois les souffrances qu'il avait cotoyées ou celles qui lui étaient rapportées. Je lui reprochai un jour de ne pas s'émouvoir.

— Un peuple qui a cinq cent mille morts. Et ce n'est pas fini ! Tu veux t'attendrir sur cinq cent mille ?

Un samedi, nous retournâmes à Nanterre. Il y avait un nouveau venu, un homme d'âge moyen, assis sur une chaise face au poêle, dont le costume démodé, croisé, aux larges revers pointus, noir, rayé de minces lignes blanches, flottait sur un corps sec au dos rond. Arezki se précipita. Ils s'embrassèrent plusieurs fois, poussant des exclamations joyeuses et s'étreignant à nouveau dès qu'ils en avaient fini de psalmodier. Enfin, Arezki se souvint de moi, et rituellement dit : « C'est Elise. »

L'homme, arrivé le matin même, venait, m'expliqua-t-il, de son propre village.

— Si Hacène, lui dit-il, Elise est pour nous. Quand les événements seront terminés, je l'emmènerai visiter notre pays.

Si Hacène ne broncha pas. Il me regarda d'un œil indifférent, puis se remit à parler avec Arezki. Leur conversation durait. Je ne voyais jamais sans terreur s'entamer une discussion entre Arezki et l'un des siens. Cela ressemblait à un long fil étiré pendant des heures, et dont on n'apercevait jamais le bout. Cette fois, Arezki ne demanda pas à Si Hacène de parler français. A un moment, il se leva et resta dehors quelques minutes. Il dit, en reprenant sa place, d'un ton presque joyeux :

— Il ne faut pas confondre. Les Français ne nous détestent pas. Même là-bas, certains nous aiment.

Les yeux de Si Hacène, bordés de noir, petits, peu mobiles, passèrent sur moi. Il racla sa gorge par deux fois, cherchant ses mots.

à suivre

# MAITRE OBERWINDER

(du barreau de Francfort)  
 défenseur d'Ulrike Meinhof  
 et d'Andréas Baader

## AU QUOTIDIEN DU PEUPLE :

● Maître M. Oberwinder, avocat au bureau de Francfort a été défenseur de Ulrike Meinhof jusqu'à sa mort en prison en mai 76, puis défenseur d'Andreas Baader. Plusieurs procédures ont été engagées contre Maître Oberwinder par la Chambre allemande des avocats, procédures qui touchent d'ailleurs quasiment tous les avocats participant à des procès politiques. Une procédure pénale avec menaces de peines de prison a été intentée contre Maître Oberwinder pour avoir dit, lors de la conférence de presse qui a suivi la mort de Ulrike Meinhof, que la thèse du suicide ne lui paraissait pas convaincante, mais que de toutes façons, vus les conditions de détention imposées, le suicide devrait être considéré aussi comme un assassinat.

Propos recueillis par Anne Rhein

► QdP : Mardi matin, Andréas Baader, Gudrun Ensslin et Jan Karl Raspé étaient retrouvés morts dans leurs cellules. La presse allemande comme la presse française sont unanimes à mettre en avant la thèse du suicide collectif. Quelle est votre opinion ?

— M<sup>e</sup> Oberwinder : D'après toutes les informations dont nous disposons jusqu'à maintenant, d'après la conférence de presse des avocats présents à l'autopsie et selon les déclarations officielles, il est établi que Andréas Baader et Jan Karl Raspé sont morts d'une balle de revolver. Je n'arrive pas à m'expliquer comment ils auraient pu se suicider de cette façon-là.

Déjà, à cause des contrôles dans la prison de Stammheim, cela me paraît impossible : on ne peut pas y apporter des objets d'une certaine grandeur, on ne peut même pas y apporter de serviette. Et lorsque vous amenez des classeurs, on vous les change : tous les papiers doivent être retirés, les gardiens les examinent et les mettent dans d'autres classeurs. Ils ouvrent les stylos, les boîtes d'allumettes, et ils vous font passer par un détecteur pour repérer les objets métalliques.

Il n'y a vraiment aucune possibilité d'introduire des revolvers.

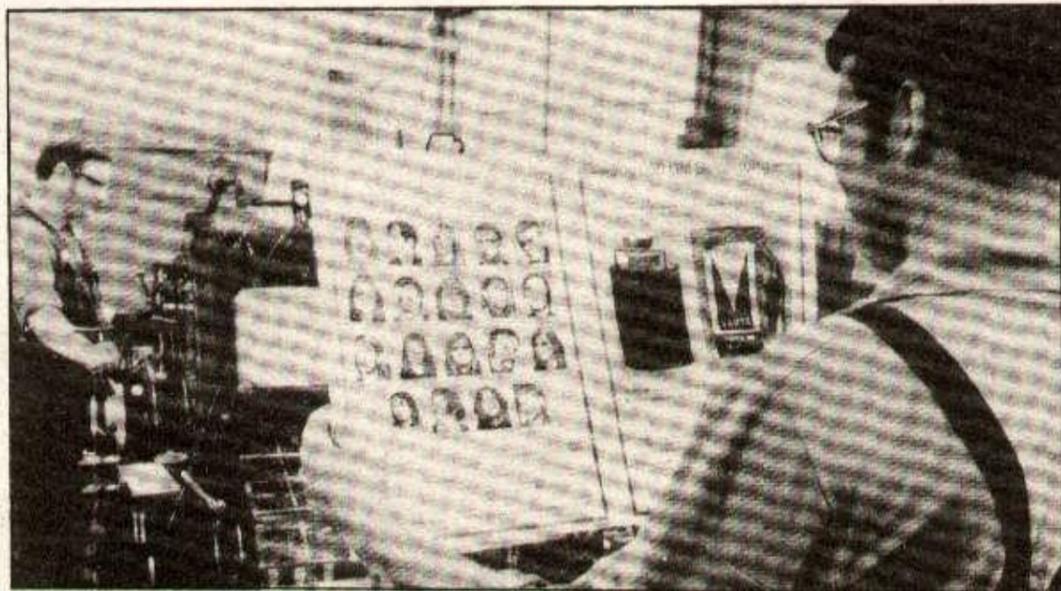
Et puis, les cellules ont été fouillées si souvent et de façon si intensive qu'il est tout à fait exclu que les prisonniers aient pu garder de tels objets. Et en dehors des cellules, ils sont surveillés à chaque instant.

Les balles nous, dit-on encore, seraient parties sans qu'on les entende. Pour expliquer cela, on nous dit que les cellules étaient rendues insonores, que les portes isolaient des sons. Notons que c'est la première fois que l'on reconnaît ainsi publiquement, et donc comme allant de soi, l'existence de cellules à isolement acoustique, véritables instruments de tortures par la privation sensorielle.

Maintenant, un nouvel élément est avancé pour accréditer la thèse du suicide : lors de l'autopsie du corps de Baader, on aurait constaté la présence de traces de particules déposées par

les gaz projetés par le tir : des traces que seul peut apporter celui qui tire. Cela prouverait en effet qu'il s'agit d'un suicide, car il n'est guère possible de triquer de telles traces, après coup.

Mais cela le prouverait s'il n'y avait eu, comme on l'a dit, qu'une seule balle. Or, si une seule l'a effectivement tué, on a retrouvé trois balles qui ont été



L'impression des affiches avec des portraits de personnes recherchées, qui sont diffusées massivement en Allemagne.

tirées dans la cellule de Baader. Il ne me semble donc pas du tout exclu que l'on ait placé le pistolet dans la main droite de Baader après sa mort, et que l'on ait tiré avec sa main pour qu'y soient laissées les traces de gaz.

► QdP : Les incohérences qui apparaissent dans l'hypothèse officielle du suicide sont assez grosses. De quelle façon réagissent les autorités ?

— M<sup>e</sup> Oberwinder : Ce que l'on peut dire, c'est qu'à l'heure actuelle l'État tente de se décharger de toute responsabilité dans cette affaire. C'est pourquoi on a révoqué le directeur de la prison de Stammheim et l'inspecteur de la sécurité. C'est la prison qui aurait manqué de rigueur et finalement de cette manière, on ne saura jamais d'où sont sorties les armes.

► QdP : Quelles sont les conditions de détention des autres prisonniers politiques depuis l'enlèvement de Schleyer ?

— M<sup>e</sup> Oberwinder : Cette question nous préoccupe beaucoup ces derniers jours. Il ne faut pas oublier qu'il y a encore quarante-dix prisonniers politiques dans les prisons allemandes. Or, personne ne sait à l'heure actuelle le sort réservé à ces 90 prisonniers, touchés par la loi de l'isolement total, adoptée après l'enlèvement de Schleyer. On ignore où ils se trouvent, comment ils sont traités, on peut même se demander s'ils sont encore vivants. Après les morts à Stammheim, on ne peut pas ne pas se poser cette question.

► QdP : L'isolement total : aujourd'hui, qu'est-ce que cela signifie concrètement pour les prisonniers politiques ?

— M<sup>e</sup> Oberwinder : Nous-mêmes nous ne le savons que de façon fragmentaire. Hier par exemple j'ai téléphoné à certains tribunaux pour demander ce qui arrivait à mes clients. Les juges eux-mêmes m'ont répondu : « Nous ne le savons pas non plus. A cause de la loi sur

D'après la nouvelle loi, la détention avec isolement total peut être prolongée ou réintroduite à tout moment si les autorités de la sécurité intérieure décident qu'il y a « danger ».

Et il faut bien souligner que cette loi sur l'isolement total ne touche pas que les prisonniers de la RAF. Elle touche aussi bien des militants de l'extrême-gauche qui n'ont jamais eu de liens avec la RAF, comme le constatent eux-mêmes les tribunaux et les autorités de la sécurité.

► QdP : Qui sont les prisonniers politiques en RFA ?

— M<sup>e</sup> Oberwinder : Il y a bien sûr tous les gens accusés d'être membres de la RAF ou de la soutenir, ou de faire partie d'autres organisations « terroristes » comme le « Mouvement du 2 juin » ou les « cellules révolutionnaires ». Mais il y a aussi tous les gens qui n'ont absolument rien à voir avec ces organisations.

Il y a par exemple les gens que l'on enferme en s'appuyant sur des faits remontant à des périodes déjà anciennes du mouvement étudiant, et des mobilisations contre la guerre du Vietnam. Quelqu'un peut se retrouver accusé et prisonnier pour

par la France, accusé d'avoir tué un policier près de Francfort, et pour qui jusqu'à maintenant on n'avait jamais parlé des liaisons avec la R.A.F.

Pour tous, la situation est actuellement la même. Ils sont tous touchés par la loi sur l'isolement total.

► QdP : Pensez-vous que la mort de Schleyer entraînera une nouvelle vague de lois limitant encore le droit de la défense ?

— M<sup>e</sup> Oberwinder : Dans l'immédiat, l'État réagit surtout par des vastes enquêtes policières, des quadrillages monstres, des perquisitions...

A Berlin, par exemple, quarante personnes viennent d'être arrêtées. Hier, avant que le corps de Schleyer ait été retrouvé, des perquisitions de grande envergure ont été faites à Wiesbaden, et à Heidelberg. D'après les informations dont je dispose, la police s'est déchaînée. Dans les appartements perquisitionnés, les policiers ont cassé tout ce qu'ils trouvaient, ils se sont même acharnés sur les murs à coups de hache.

Je pense que cela a dû être pareil dans d'autres villes allemandes.

► QdP : Une défense politique est-elle encore possible dans les circonstances actuelles ?

— M<sup>e</sup> Oberwinder : Une défense politique n'est plus possible. Il y a longtemps que nous le savons et le procès de Stammheim l'a démontré de façon très impressionnante. Aussi, nous avions compris notre rôle d'avocats dans ces circonstances exceptionnelles comme une fonction de protection à l'égard des prisonniers. C'est-à-dire que nous nous sommes proposés de contrôler les conditions de détention et de rendre publique la façon dont sont traités les détenus. Mais même cela nous est maintenant impossible, la loi sur l'isolement total soustrait les prisonniers ou plutôt les autorités qui ont accès aux prisonniers quand elles veulent, à tout contrôle de notre part.

Et notre travail est de plus en plus criminalisé. Le seul fait de parler de « conditions de détention », le seul fait d'employer l'expression est désormais considéré comme une menace contre l'État.

La presse et la radio allemandes ne cessent d'attaquer ces derniers jours l'avocat Payot de Genève, qui avait accepté de servir d'intermédiaire entre les autorités allemandes et les ravisseurs de Schleyer. Parce qu'il n'aurait pas assez pris ses « distances », il est attaqué comme si c'était lui qui avait assassiné Schleyer.

Il a été créé un tel climat que désormais, nous sommes considérés comme des criminels. Contre les avocats politiques, la chasse est ouverte !

Tout ceci bien sûr, n'est pas valable seulement pour les avocats. Maintenant, en République fédérale, on demande à chaque citoyen de se mettre à cent pour cent du côté de l'État et de se distancier de toute contestation possible.

avoir prêté une chambre à quelqu'un du mouvement, qui était aussi, ou est devenu membre de la R.A.F. C'est le cas de cet assistant de fac à Francfort qui a été récemment condamné à trois ans de prison ferme pour avoir prêté en 1972 son appartement à des gens qu'il ne connaissait pas mais parmi lesquels se trouvait comme on l'a su plus tard Gudrun Ensslin.

Parmi les prisonniers politiques il y a aussi des membres du Comité des prisonniers à Francfort qui s'est occupé de détenus remis en liberté. Il y a aussi un gars qui a cambriolé une voiture et à qui on n'a jamais reproché d'appartenir à une organisation terroriste, mais comme il était connu pour avoir des idées progressistes, on a alors établi qu'il existait un rapport entre ce qu'il avait fait et les actions terroristes.

Même chose pour Detlef Schultz, extradé en Allemagne